

AGIRA

Association pour la gestion des informations sur le risque automobile
Siège social : 11, rue de la Rochefoucauld – 75431 Paris cédex 09

Fichier des indemnités allouées aux victimes d'accidents de la circulation

Rapport annuel

**Dossiers réglés en 2003
parvenus à l'Agira avant
le 15 juillet 2004**

Document rédigé en application
de l'article 26 de la loi du 5 juillet 1985

Octobre 2005

AGIRA

Association pour la gestion des informations sur le risque automobile
Siège social : 11, rue de la Rochefoucauld – 75431 Paris cédex 09

Fichier des indemnités allouées aux victimes d'accidents de la circulation

Introduction

L'article 26 de la Loi du 5 juillet 1985 est rédigé ainsi : « Sous le contrôle de l'autorité publique, une publication périodique rend compte des indemnités fixées par les jugements et les transactions ».

En application de ces dispositions, les assureurs ont mis en place des traitements informatiques permettant de recenser les transactions et décisions de justice concernant l'un de leurs assurés suite à un accident de la circulation. Le Fonds de Garantie des Assurances Obligatoires de dommages alimente également ce service des décisions ou transactions qu'il a obtenues alors que le responsable est inconnu ou non assuré.

Lors de la réunion de la commission technique du 17 mai 2005, qui regroupe des représentants de l'assurance, du Fonds de Garantie et des ministères de la Justice et de l'Economie et des Finances, il a été convenu, pour répondre en partie au souhait exprimé dans le rapport du Conseil national d'aide aux victimes de 2003 relatif à l'amélioration de l'indemnisation des victimes de dommages corporels, d'élaborer une brochure destinée à un plus large public.

Le document que nous présentons est un premier exemple de ce qu'il est possible d'extraire.

Lorsqu'une victime est indemnisée d'un dommage corporel, plusieurs postes de préjudice sont évalués :

- la plupart d'entre eux sont de caractère économique (frais médicaux, perte de revenu, emploi d'une tierce personne),
- d'autres, en revanche, relèvent de l'appréciation des régleurs, qu'ils soient magistrats, ou qu'ils appartiennent à des Compagnies d'assurance ou au Fonds de Garantie des Assurances Obligatoires de dommages (incapacité permanente partielle, souffrances endurées, préjudice esthétique et, en cas de décès, préjudices moraux).

Ces derniers postes de préjudice donnent lieu à des décisions différentes selon les juridictions et le document présent a pour objet d'en déterminer les tendances principales.

21 625 transactions et décisions de justice portant sur les règlements de l'année 2003 et recueillies par l'Agira au 15 juillet 2004 servent de support à cette analyse. Même si l'exhaustivité n'est pas atteinte, la représentation est suffisante pour des travaux statistiques.

En ce qui concerne les personnes blessées, le lecteur remarquera que les éléments sont très détaillés pour les petits préjudices, moins pour les plus importants. La technique statistique exige en effet une certaine « population » pour créer une tranche susceptible d'être analysée. C'est pourquoi les taux d'incapacité permanente (IP) inférieurs à 10 % sont détaillés alors qu'il a fallu regrouper ceux supérieurs à 30 %.

Ce document n'est que le constat des indemnités allouées dans les différentes juridictions, soit par transaction, soit par décision judiciaire. La plus large diffusion souhaitée de ce document devrait permettre de le considérer comme un document de référence contribuant à l'égalité des victimes sur le territoire national.

Présentation des indemnités versées

Dans l'une de ses préconisations, le Conseil National d'Aide aux victimes (CNAV) exprime l'idée que le Référentiel Indicatif National Statistique et Evolutif (RINSE) soit établi en fourchettes et en moyenne.

Les travaux présentés dans ce document tiennent compte de cette requête : les calculs de médiane ont été enrichis de calculs d'intervalle. La méthode de construction des intervalles est présentée en annexe 3.

Sensibles aux critiques formulées à l'encontre du fichier Agira, les assureurs ont réalisé d'importants efforts pour mieux alimenter le fichier. Près des deux tiers des victimes avec une incapacité permanente ou décédées indemnisées au titre de la loi du 5 juillet 1985 sont connues de l'Agira. De plus, malgré une baisse de la sinistralité corporelle, le nombre de victimes enregistrées par l'Agira a augmenté de 17% entre 2002 et 2003. L'amélioration devrait se poursuivre les années prochaines.

Le nombre de fiches consultables sur le minitel est disponible en annexe 2.

Minitel 36 15 Agira

En 2003, la base de données Agira a été consultée 24 087 fois via le minitel 3615 Agira. Le nombre de consultations mensuelles est disponible en annexe 2.

Il est possible de connaître, pour un type de victime donné, la liste des règlements enregistrés par l'Agira au cours des 24 derniers mois.

Une description des critères de recherche et des informations consultables est disponible en annexe 2.

Sommaire

Page

<u>Premier chapitre : bilan national des accidents de la circulation routière</u>	5
1.1 Introduction	5
1.2 Victimes d'accidents corporels de la circulation par tranche d'âge	6
1.3 Victimes d'accidents corporels de la circulation par nature d'utilisateurs	6
<u>Deuxième chapitre : exposition au risque d'accidents corporels et mortels</u>	7
2.1 Par sexe	7
2.2 Par âge	7
<u>Troisième chapitre : description des règlements</u>	9
3.1 Modalité de règlement	9
3.2 Durée	9
<u>Quatrième chapitre : indemnisation de l'incapacité permanente et des principaux préjudices non économiques</u>	11
4.1 Introduction	11
4.2 Structure de la charge par poste de préjudice	11
4.3 Indemnisation de l'incapacité permanente (IP)	12
4.4 Souffrances endurées	14
4.5 Préjudice esthétique	16
4.6 Préjudice moral des ayants droit des victimes décédées	17
<u>Annexe 1 : cahier statistique</u>	19
Tableau 1.1 : accidents corporels depuis 1955	21
Tableau 1.2 : nombre de victimes par tranche d'âge depuis 1990	22
Tableau 1.3 : dont nombre de tués par tranche d'âge depuis 1990	22
Tableau 1.4 : nombre de victimes par nature d'utilisateurs depuis 1990	23
Tableau 1.5 : dont nombre de tués par nature d'utilisateurs depuis 1990	23
Tableau 4.1 : valeur de l'indemnité IP par taux d'IP	25
Tableau 4.2 : valeur du point d'IP par taux d'IP	25
Tableau 4.3 : valeur du point d'IP par taux d'IP et mode de règlement	25
Tableau 4.4 : valeur du point d'IP par taux d'IP et tranche d'âge - ensemble des victimes	26
Tableau 4.5 : valeur du point d'IP par taux d'IP et tranche d'âge – victimes sans incidence professionnelle	27
Tableau 4.6 : recensement des cas d'IP de 50% à 100%	28
Tableau 4.7 : souffrances endurées par degré de souffrances endurées	31
Tableau 4.8 : souffrances endurées par taux d'IP et degré de souffrances endurées	32
Tableau 4.9 : recensement des cas de souffrances endurées de degrés 6, 6.5 et 7	33
Tableau 4.10 : préjudice esthétique par sexe et degré de préjudice esthétique	35
Tableau 4.11 : préjudice esthétique par taux d'IP et degré de préjudice esthétique – hommes	36
Tableau 4.12 : préjudice esthétique par taux d'IP et degré de préjudice esthétique – femmes	37
Tableau 4.13 : recensement des cas de préjudice esthétique supérieur ou égal à 5	38
<u>Annexe 2 : alimentation et consultation du fichier Agira des victimes indemnisées</u>	39
<u>Annexe 3 : méthode de calcul des intervalles</u>	45

Premier chapitre

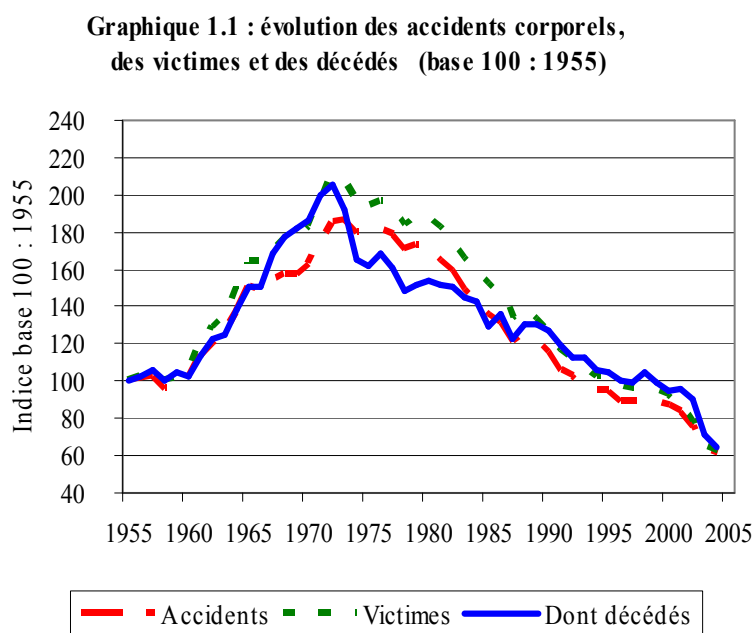
Bilan national des accidents de la circulation routière

1.1 Introduction

Au cours de l'année 2003 le nombre d'accidents corporels de la circulation s'est contracté de 14,5%. Cette tendance s'inscrit dans une tendance baissière de moyen terme, mais a été plus marquée en 2003 que les années précédentes. Elle se poursuit à un rythme comparable sur le moyen terme en 2004 (-5,4%).

Le nombre de victimes (blessés + tués) évolue au même rythme que celui des accidents corporels, celui des tués se contracte plus fortement.

Les années 2003 et 2004 sont marquées par une répression plus accentuée des délits routiers : les contrôles et sanctions pour non respect des limitations de vitesse commencent à être automatisés. De plus les peines pour non port du casque ou de la ceinture de sécurité ou utilisation du téléphone au volant sont alourdies. Les usagers de la route ont intégré ce nouveau dispositif répressif. La vitesse moyenne a diminué de quelques kilomètres par heure par rapport à 2002.



Le nombre d'accidents corporels de la circulation, après être passé par un pic en 1973, décroît régulièrement depuis. Plusieurs facteurs expliquent cette tendance. Certains sont le résultat de politiques de sécurité routière répressives ou éducatives.

De plus l'amélioration de l'état général des véhicules (contrôle technique périodique, élimination de certains véhicules hors d'usage, installation de systèmes de sécurité active ou passive lors de la construction des véhicules), l'urbanisation et la modification de la structure de la population des conducteurs (féminisation, vieillissement), expliquent aussi cette amélioration.

Les forces de police et de gendarmerie ont enregistré 90.220 accidents corporels pour 121.660 victimes en 2003. 5.731 personnes sont mortes soit lors du choc soit dans les 6 jours qui suivent l'accident¹. En examinant l'état des victimes 30 jours après l'accident, 6.058 personnes sont décédées en 2003 suite à un accident de la circulation².

Les nombres d'accidents corporels, de victimes et de décédés de 1955 à 2004 sont disponibles en annexe (tableau 1.1)

Tous les usagers de la route ne sont pas égaux devant les accidents corporels. Leur exposition dépend tout particulièrement de leur âge (paragraphe 1.2) et du type de véhicule qu'ils utilisent (paragraphe 1.3).

¹ Tué à 6 jours : définition utilisée pour les statistiques françaises

² Tué à 30 jours : définition utilisée pour les comparaisons européennes

1.2 Victimes d'accidents corporels de la circulation par tranche d'âge

Tableau 1.1 : exposition au risque d'accidents corporels de la circulation par tranche d'âge en 2003

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Tourisme
Direction à la Sécurité et la Circulation Routières

Tranche d'âge	Nombre de victimes (1) recensées en 2003	Population au 01/01/2004	Victimes par million d'habitants	Exposition aux accidents corporels (2)
0 à 14 ans	9 342	11 125 302	840	0,41
15 à 24 ans	37 033	7 793 647	4 752	2,34
25 à 44 ans	42 147	16 598 190	2 539	1,25
45 à 64 ans	20 934	14 577 292	1 436	0,71
65 ans et plus	10 512	9 805 837	1 072	0,53
Age non précisé	1 692			
Ensemble	121 660	59 900 268	2 031	

(1) Blessés + tués recensés dans un accident corporel de la circulation

(2) Victimes par million d'habitants d'une tranche d'âge / victimes par millions d'habitants

Les enfants de moins de 15 ans sont nettement moins sujets aux accidents de la circulation que la moyenne.

Le pic d'exposition au risque routier concerne la population des jeunes conducteurs (15-24 ans).

Avec l'âge et l'expérience de conduite, la probabilité de survenance d'un accident corporel diminue. Ce phénomène est plus marqué pour les hommes que pour les femmes.

Les nombres de victimes et de décédés de 1990 à 2004 sont disponibles en annexe (tableaux 1.2 et 1.3).

1.3 Victimes d'accidents corporels de la circulation par nature d'usagers (non compris piétons et cyclistes)

Tableau 1.2 : exposition au risque d'accidents corporels de la circulation par type de véhicules en 2003

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Tourisme
Direction à la Sécurité et la Circulation Routières

Type de véhicule	Nombre de victimes (1) recensées en 2003	Parc en circulation au 01/01/2004	Victimes par million de véhicules	Exposition aux accidents corporels (3)
Cyclomoteur	18 633	1 356 000	13 741	3,37
Motocyclette	19 147	1 092 000	17 534	4,31
Voiturette	348	120 000	2 900	0,71
Voiture et camionnette	111 016	34 978 000	3 174	0,78
Poids lourd	6 077	568 000	10 699	2,63
Ensemble véhicules à moteur (2)	155 221	38 114 000	4 073	

(1) Blessés + tués . Sur un accident voiture * moto, la victime est comptée dans les deux catégories de véhicules.

(2) Non compris les victimes d'accidents de vélos ou de transport en commun sans implication d'un autre véhicule à moteur

(3) Victimes par million de véhicules d'un type donné / victimes par million de véhicules

circulation permet de mesurer l'exposition plus importante des cyclomotoristes et des motocyclistes au risque d'accident corporel.

Au moment de l'accident les forces de l'ordre notent, personne par personne, le statut de la victime : piéton, cycliste, cyclomotoriste, motocycliste, usager de voitures de tourisme,...

Les nombres de blessés ou de décédés se trouvent dans les tableaux 1.4 et 1.5 de l'annexe.

Le tableau ci contre, qui permet de mesurer l'exposition au risque d'accident corporel par type de véhicule, n'est pas construit directement à partir des tableaux de l'annexe.

La police et la gendarmerie recensent aussi, pour chaque véhicule impliqué dans un accident corporel, les victimes à l'intérieur ou hors du véhicule. Le rapprochement de ces comptages et du parc en

Deuxième chapitre
Exposition au risque d'accidents corporels et mortels

2.1 Par sexe

Tableau 2.1 : Exposition au risque par sexe

Sexe	Fichier Agira		Population française au 01/01/04 (1)	Exposition au risque (2)	
	Blessés avec IP	décédés		Blessés avec IP	décédés
Masculin	48,4%	64,2%	48,6%	1,00	1,32
Féminin	51,6%	35,8%	51,4%	1,00	0,70
Ensemble	100,0%	100,0%	100,0%		

(1) source : INSEE

(2) Proportion de victimes indemnisées d'un sexe donné / proportion de français de ce sexe

Globalement les hommes et les femmes sont exposés de la même manière au risque d'être blessés dans un accident de la route. Toutefois une analyse plus fine par sexe et âge montre que la probabilité d'être blessé dans un accident de la route est plus forte chez les hommes de 15 à 24 ans que chez les femmes du même âge. Inversement les femmes de plus de 65 ans sont plus exposées au risque d'être blessée dans un accident de la route que les hommes du même âge.

Tous âges confondus il existe un risque plus important d'accident mortel chez les hommes.

2.2 Par âge

Tableau 2.2 : Exposition au risque par âge

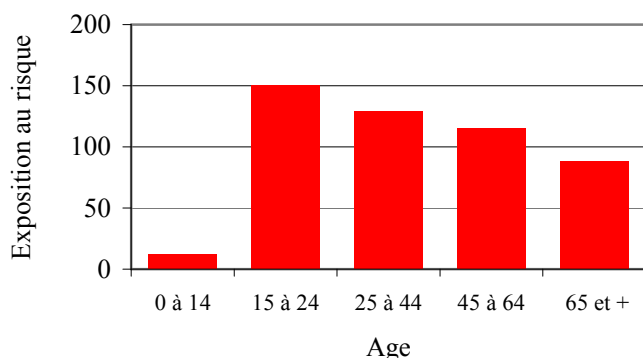
Age à la survenance de l'accident	Fichier Agira		Population française au 01/01/04 (1)	Exposition au risque (2)	
	Blessés avec IP	décédés		Blessés avec IP	décédés
Moins de 15 ans	2,3%	6,5%	18,6%	0,12	0,35
De 15 à moins de 25 ans	19,5%	23,8%	13,0%	1,50	1,83
De 25 à moins de 45 ans	35,8%	23,6%	27,7%	1,29	0,85
De 45 à moins de 65 ans	28,0%	17,0%	24,3%	1,15	0,70
65 ans et plus	14,4%	29,1%	16,4%	0,88	1,77
Ensemble	100,0%	100,0%	100,0%		
Age moyen	41,9 ans	44,7 ans	39,1 ans		

(1) source : INSEE

(2) Proportion de victimes indemnisées d'une tranche d'âge / proportion de français de cette tranche d'âge

Graphique 2.1 exposition au risque par âge

2.1 - victimes avec IP

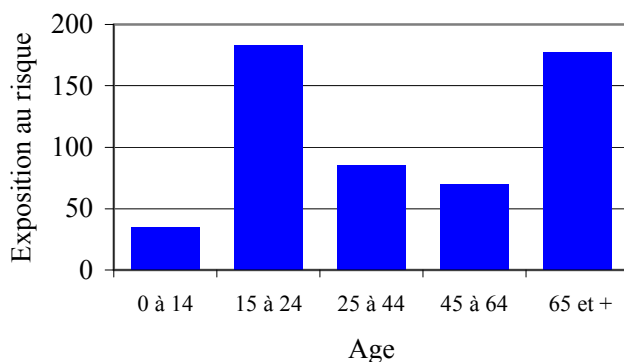


L'âge moyen à la survenance de l'accident est de 42 ans pour une victime avec IP. La gravité moyenne se situe à 5,3 points d'IP sur les dossiers réglés en 2003.

La comparaison de la répartition des victimes avec IP à celle de la population montre que le risque de handicap est faible pour les enfants, devient maximum pour les personnes âgées de 15 à 25 ans, puis décroît ensuite avec l'âge.

La gravité des séquelles est nettement plus élevée chez les victimes de 65 ans ou plus : sur cette population le taux moyen s'élève à 7,4 points d'IP. Il existe peu de différences de gravité entre hommes et femmes.

2.2 - victimes décédées

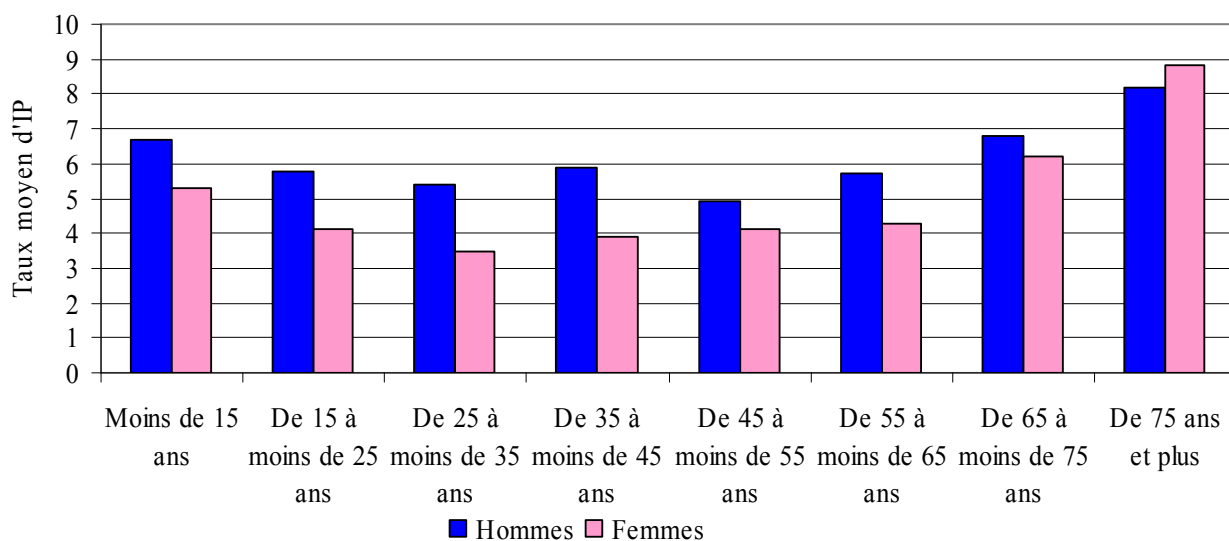


Les victimes de 25 à 64 ans sont moins gravement blessées. Ce phénomène est plus marqué chez les femmes, avec un taux moyen de 4 points d'IP que chez les hommes, avec un taux moyen de 5,7 points d'IP.

Les victimes de moins de 15 ans ne sont pas assez nombreuses pour calculer un indicateur de gravité.

L'âge moyen des victimes décédées est de 45 ans. Les adolescents, les jeunes adultes ainsi que les personnes âgées constituent les deux populations les plus exposées au risque d'accidents mortels.

Taux moyen d'IP par âge et sexe dossiers réglés en 2003



Tranche d'âge

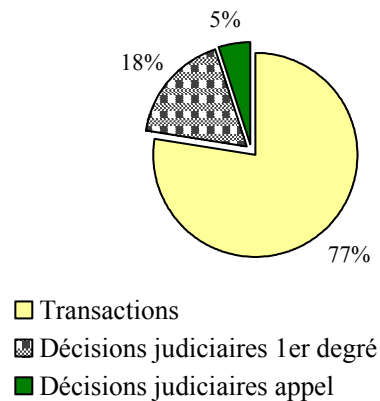
Troisième chapitre Description des règlements

3.1 Modalité de règlement

Tableau 3.1 : répartition des victimes avec IP par mode de règlement et gravité

Taux d'IPP	Transactions	Décisions judiciaires	
		1 er degré	Appel
1	97,1	2,5	0,4
2	96,9	2,9	0,2
3	94,3	5,4	0,3
4	93,4	5,8	0,8
5	91,1	8,2	0,7
6 à 9	90,9	7,9	1,2
10 à 14	88,2	10,0	1,8
15 à 19	84,1	11,5	4,4
20 à 29	83,6	12,1	4,3
30 et plus	77,2	16,5	6,3
Ensemble des victimes avec IP	93,5	5,6	0,9

Graphique 3.1 : répartition % des victimes décédées par mode de règlement



De manière globale, 93,5% des victimes qui conservent un handicap acceptent l'indemnité proposée par l'assureur ou le FGAO. Cette proportion atteint 97,1% chez les victimes avec 1 point d'IP. Elle diminue mais reste très élevée quand le taux d'IP croît. 77,2% des dossiers de victimes avec un handicap de 30 points d'IP ou plus sont réglés sans recours à la justice.

Le taux de transaction des décès est du même ordre que celui des victimes avec 30 points d'IP ou plus.

3.2 Durée

Juste après un accident une victime n'est plus en mesure de réaliser un certain nombre de fonctions (bouger, voir, parler,...).

Après une période de soins et de convalescence, la victime a récupéré. Son état physique se stabilise et les séquelles deviennent définitives : c'est la consolidation.

Après consolidation un médecin expert examine la victime et évalue, poste par poste, l'étendue des dommages corporels puis transmet son rapport d'expertise à un régleur : assureur, FGAO ou magistrat.

L'assureur et le FGAO, après avoir rassemblé les autres pièces du dossier, proposent à la victime une offre d'indemnisation. Si cette dernière l'accepte, ils procèdent au règlement.

Le magistrat, après avoir pris connaissance des différents documents du dossier et entendu les deux parties décide de l'indemnisation. La date du jugement sera donc celle du règlement définitif.

Deux périodes sont analysées dans ce chapitre :

- celle qui débute avec la survenance de l'accident et se termine avec la consolidation,
- celle qui commence avec la consolidation et va jusqu'au règlement du dossier.

Tableau 3.2 : répartition des victimes selon la durée entre la survenance de l'accident et le règlement

	Blessés avec IP		Décédés	
	Transactions	Décisions judiciaires	Transactions	Décisions judiciaires
Moins de 6 mois	1,8	0,2	17,3	5,3
6 mois à moins de 1 an	22,8	1,5	32,0	16,4
1 an à moins de 2 ans	47,1	16,9	28,6	33,9
2 ans à moins de 3 ans	16,2	25,6	12,8	19,9
3 ans à moins de 4 ans	5,9	18,9	3,7	14,0
4 ans à moins de 5 ans	2,7	13,8	1,9	4,7
5 ans et plus	3,5	23,1	3,7	5,8
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0

Tableau 3.3 : durée moyenne de règlement des victimes avec IP selon la gravité victimes indemnisées en 2003 par les sociétés d'assurances

Taux d'IP	Durée moyenne entre survenance de l'accident et consolidation (en mois)		Durée moyenne entre consolidation et règlement (en mois)	
	Transactions	Décisions judiciaires	Transactions	Décisions judiciaires
1	8,0	9,5	7,4	23,3
2	8,9	11,3	8,1	22,8
3	10,3	15,6	8,9	23,4
4	11,0	14,4	10,1	26,5
5	12,9	18,6	10,7	27,1
6 à 9	14,9	18,8	12,3	27,9
10 à 14	17,6	18,5	13,4	30,3
15 à 19	20,0	24,2	13,6	36,2
20 à 29	24,9	36,7	15,4	38,1
30 et plus	34,7	42,4	19,5	33,5
Ensemble	11,7	19,2	9,7	27,7

Transactions

La gravité moyenne des dossiers transigés se situe à 5,0 points d'IP en 2003.

La durée moyenne entre la survenance de l'accident et la consolidation s'élève en moyenne à 11,7 mois pour les dossiers réglés en 2003.

Au cours de la deuxième phase, longue de 9,7 mois, l'assureur et le FGAO réunissent les justificatifs du préjudice de la victime, lui présentent une offre, l'ajustent en fonction des éléments non pris en compte, recueillent l'accord de la victime et procèdent au règlement.

Décisions judiciaires

Les dossiers examinés par les juridictions concernent des victimes plus gravement handicapées : le taux moyen d'IP ressort à 9,6 points sur les dossiers réglés en 2003.

La durée moyenne des affaires jugées en 2003, de la survenance de l'accident à la consolidation de la victime s'élève en moyenne à 19,2 mois.

Après consolidation et évaluation du handicap par le médecin expert, la durée moyenne de règlement des affaires jugées est de 27,7 mois.

76,3% des victimes décédées dans un accident de la circulation sont tuées dans les heures qui suivent l'accident. 19,5% décèdent dans les 30 jours et 4,2% meurent plus d'un mois après le sinistre.

Le délai moyen de règlement définitif d'un dossier de décès est de l'ordre de 15 mois.

Quatrième chapitre Indemnisation de l'incapacité permanente et des principaux préjudices non économiques

4.1 Introduction

Les victimes d'accidents de la circulation peuvent demander réparation d'un certain nombre de postes de préjudice. Certains dépendent uniquement de paramètres externes : nombre de jours d'arrêt de travail, montant du recours des organismes sociaux, montant des frais médicaux. Pour d'autres, le régleur, assureur ou magistrat, apprécie au cas par cas le montant de l'indemnité à verser.

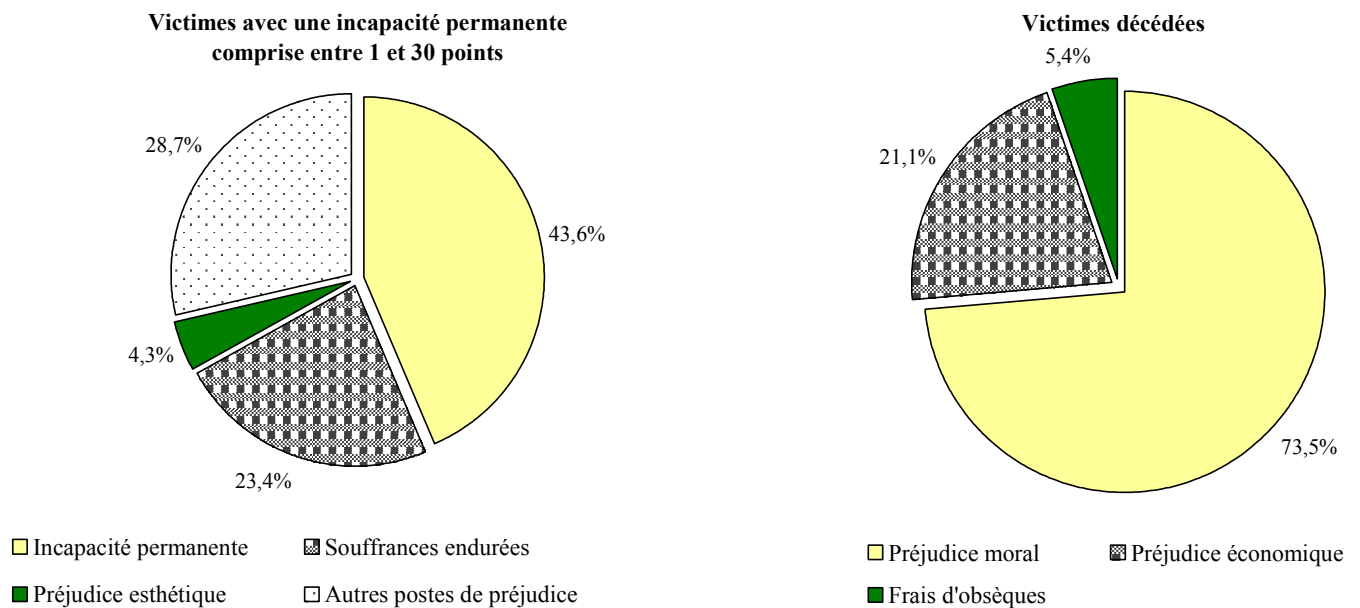
Après avoir rappelé la structure de la charge par poste de préjudice, les travaux de ce chapitre porteront sur les postes de préjudice dont le montant de l'indemnité dépend non seulement du statut de la victime mais aussi de l'appréciation du régleur : l'incapacité permanente, les souffrances endurées et le préjudice esthétique des victimes avec IP et le préjudice moral des victimes décédées.

4.2 Structure de la charge par poste de préjudice

La population des victimes recensées par l'Agira se compose d'un grand nombre d'individus qui conservent une faible incapacité permanente, de plusieurs centaines de décédés et de quelques personnes lourdement handicapées. Cela permet d'établir des statistiques sur les victimes décédées et sur celles qui gardent des incapacités légères ou moyennes.

Par contre sur les victimes avec IP les plus gravement atteintes, faute de population suffisante, il convient de remplacer les études statistiques par des suivis monographiques (annexe 4.6).

Graphique 4.1 : structure de la charge par poste de préjudice



Pour les victimes décédées ou avec une incapacité comprise entre 1 et 30%, les quatre postes de préjudice présentés dans ce chapitre (incapacité permanente, souffrances endurées, préjudice esthétique et préjudice moral) représentent près des trois quarts des indemnités versées.

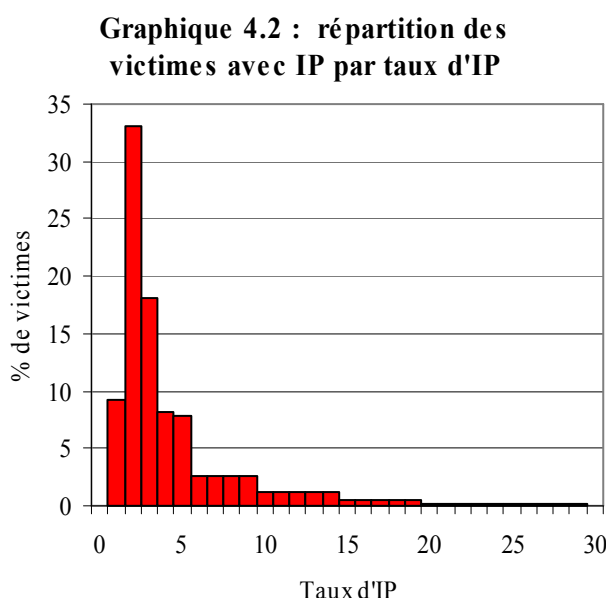
4.3 Indemnisation de l'incapacité permanente (IP)

4.3.1 Introduction

L'incapacité permanente est la réduction du potentiel physique, psycho-sensoriel ou intellectuel résultant d'une atteinte à l'intégrité corporelle d'un individu dont l'état est considéré comme consolidé. Un taux d'incapacité est évalué sur une échelle de 0 à 100.

Il existe deux manières d'apprécier l'incapacité permanente (IP) : soit en prenant l'indemnité telle quelle, soit en la divisant par le taux d'IP. Dans le deuxième cas on parle de valeur de point d'IP.

4.3.2 Répartition des victimes avec IP par taux d'IP



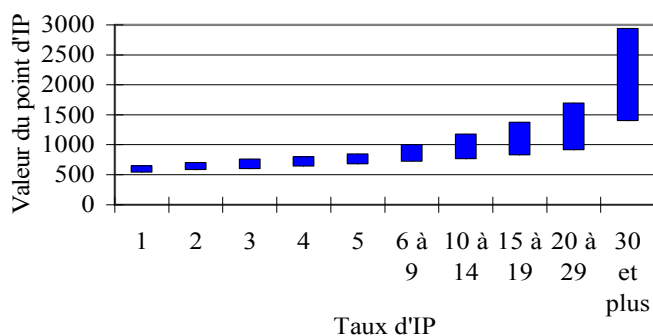
Trois quarts des victimes avec IP conserveront une incapacité évaluée entre 1 et 5 point d'IP et moins de 2% garderont un handicap estimé à 30 points d'IP ou plus.

L'approche statistique permet de bien connaître la pratique des indemnisations sur les tranches d'IP peu élevées pour lesquelles un grand nombre de règlements sont effectués. Par contre elle cerne mal les quelques dossiers réglés à des montants très élevés à des personnes lourdement handicapées.

Pour pallier cette insuffisance, trois listes des cas les plus graves ont été dressées et sont disponibles en annexe : par taux d'IP (tableau 4.6), par degré de souffrances endurées (tableau 4.9) et par degré de préjudice esthétique (tableau 4.13).

4.3.3 Pratiques de règlement par taux d'IP

Graphique 4.3 : dispersion (*) des valeurs de point d'IP par taux d'IP



(*) Intervalle dont la borne inférieure est le premier quartile et la borne supérieure le troisième quartile

Le tableau et le graphique ci contre donnent les quartiles et médiane (voir notions en annexe 3) de la valeur du point d'IP par taux d'IP

Les intervalles de la valeur du point d'IP restent relativement resserrés jusqu'à 5 points d'IP. Leur amplitude augmente ensuite rapidement. Elle devient très importante pour les victimes avec des taux d'IP de 30 points et plus.

Par exemple, pour la moitié des victimes qui garderont un taux d'IP de 2 points, la valeur du point d'IP sera comprise entre 580€ et 700€.

Tableau 4.1 : dispersion des valeurs du point d'IP (*)

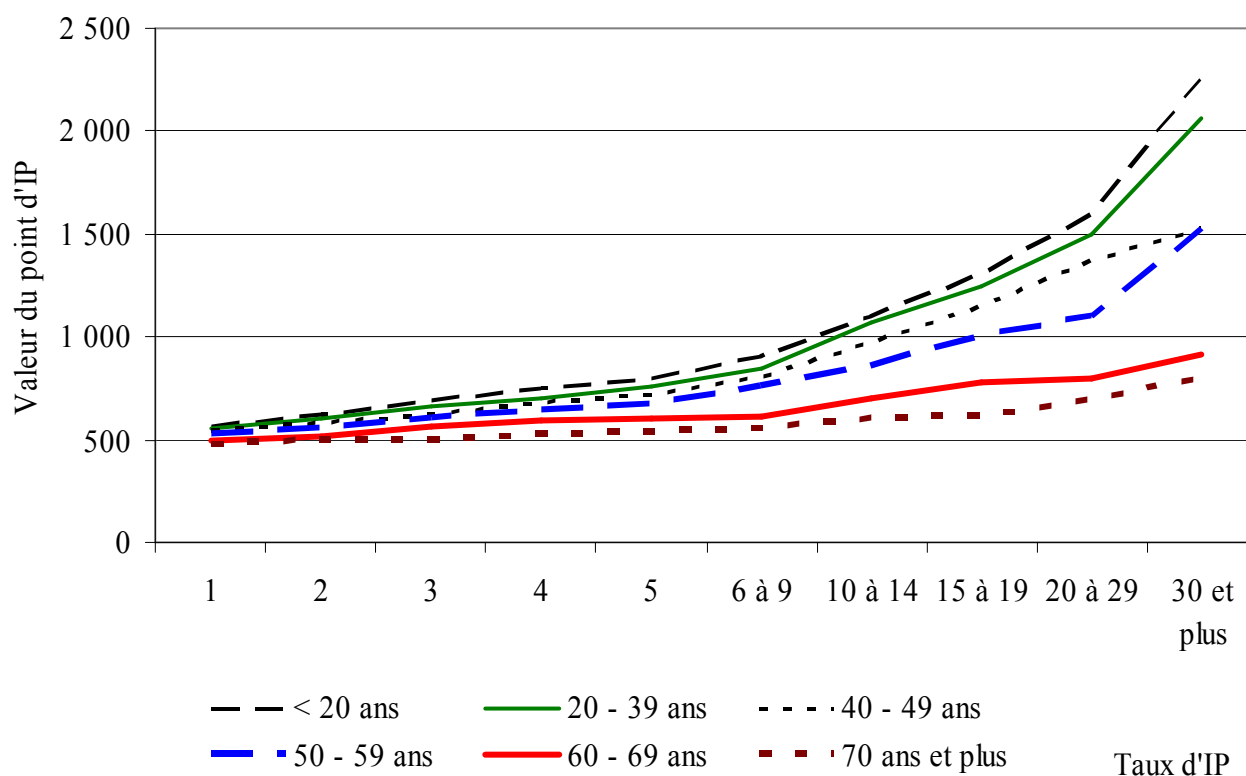
Taux d'IP	1er quartile	Médiane	3ème quartile
1	539	600	650
2	580	619	700
3	601	678	760
4	639	722	800
5	680	770	850
6 à 9	720	850	1 000
10 à 14	762	1 000	1 180
15 à 19	825	1 185	1 375
20 à 29	914	1 372	1 700
30 et plus	1 400	2 000	2 943

(*) Valeur de l'indemnité divisée par le taux d'IP

Par déduction une victimes sur deux avec un taux d'IP de deux points sera indemnisée au titre de l'IP entre $580 \times 2 = 1.160\text{€}$ et $700 \times 2 = 1.400\text{€}$.

4.3.4 Pratiques de règlement par taux d'IP et âge

Graphique 4.4 : valeur médiane du point d'IP par taux d'IP et âge



Pour les victimes qui conservent un faible taux d'IP, l'âge n'est pas très discriminant. Par contre il le devient quand le handicap augmente, mais de manière différenciée. Une césure nette apparaît à 60 ans. Pour les victimes plus âgées, la valeur moyenne du point d'IP augmente faiblement avec le taux d'IP. Pour les victimes plus jeunes la valeur moyenne du point d'IP est fortement corrélée au taux d'IP.

L'incidence professionnelle est demandée par l'intermédiaire d'une question fermée (réponses possibles : oui ou non). Sur 1000 victimes avec IP, 974 ne déclarent aucune incidence professionnelle.

Cette proportion varie fortement en fonction de l'âge et de la gravité. Il n'y a pas d'incidence professionnelle pour les victimes faiblement handicapées. De plus il n'y a pas, par définition, d'incidence professionnelle chez les victimes de 60 ans ou plus.

L'analyse du fichier Agira montre que les dossiers sans incidence professionnelle déclarée sont, pour les victimes à âge et gravité équivalents, moins coûteux que la moyenne. On constate par ailleurs que les valeurs de points d'IP sont moins élevées pour les dossiers sans incidence professionnelle que pour ceux avec incidence professionnelle.

4.3.4 Résultats détaillés

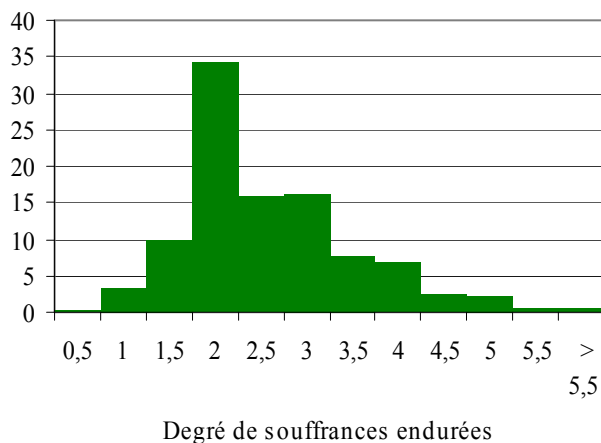
Des résultats de médianes et quartiles, disponibles en annexe, portent sur :

- l'indemnité par taux d'IP (tableau 4.1),
- la valeur du point d'IP par taux d'IP (tableau 4.2),
- la valeur du point d'IP par taux d'IP et mode de règlement (tableau 4.3)
- la valeur du point d'IP par taux d'IP et tranche d'âge pour l'ensemble des victimes (tableau 4.4),
- la valeur du point d'IP par taux d'IP et tranche d'âge pour les victimes sans incidence professionnelle déclarée (tableau 4.5).

Ils sont complétés par un recensement des victimes avec un taux d'IP de 50 points ou plus (tableau 4.6).

4.4 Souffrances endurées

Graphique 4.5 : répartition % des victimes avec IP par degré de souffrances endurées



Les souffrances endurées se définissent comme des souffrances physiques, psychiques ou morales endurées par la victime du jour de l'accident à celui de la consolidation. Elles sont évaluées sur une échelle graduée de 0 (absence de souffrances endurées) à 7 (souffrances endurées très importantes).

Le tableau et les graphiques présentés dans ce paragraphe sont complétés par un jeu d'annexes qui apportent des éléments sur les souffrances endurées par degré de souffrances endurées (tableau 4.7) et par taux d'IP et degré de souffrances endurées (tableau 4.8).

Pratiquement toutes les victimes qui conservent un handicap perçoivent une indemnité au titre de ce poste de préjudice.

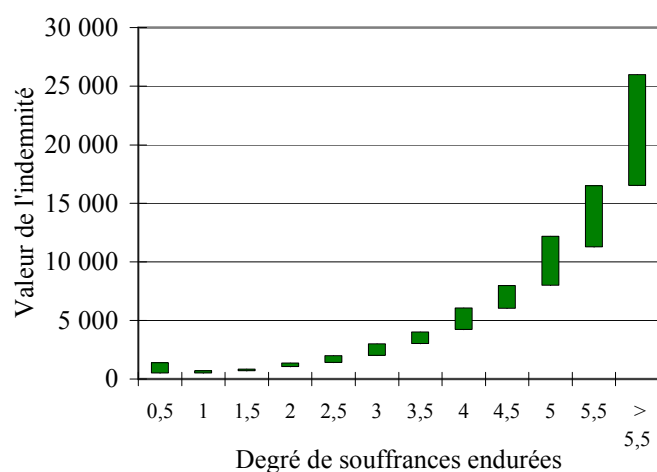
Pour près des deux tiers des victimes avec IP, le degré de souffrances endurées est compris entre 2 et 3. Sur l'ensemble de la population de victimes le degré de souffrances endurées augmente en moyenne avec le taux d'IP. Cependant le lien entre ces deux grandeurs reste faible.

A degré de souffrances endurées égal, l'indemnisation au titre des souffrances endurées augmente avec le taux d'IP.

Tableau 4.2 : Dispersion des indemnités de souffrances endurées

Degré de souffrances endurées	1er quartile	Médiane	3ème quartile
0,5	500	1 036	1 400
1	500	600	700
1,5	670	750	838
2	1 040	1 150	1 372
2,5	1 400	1 525	2 000
3	2 000	2 300	3 000
3,5	3 000	3 500	4 000
4	4 200	5 000	6 048
4,5	6 000	7 000	8 000
5	8 000	10 000	12 200
5,5	11 254	13 722	16 500
6 6,5 et 7	16 500	20 000	26 000

Graphique 4.6 : dispersion (*) des indemnités de souffrances endurées



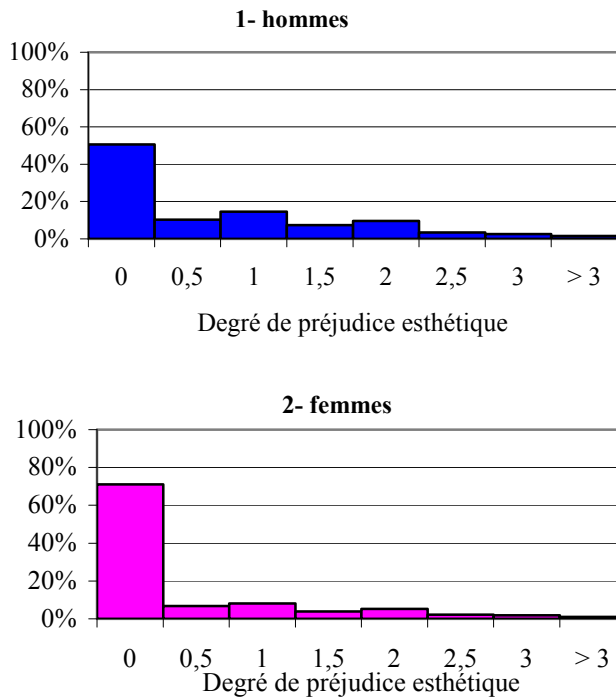
La moitié des victimes, dont le degré de souffrances endurées a été évalué à 2, percevront une indemnité comprise entre 1040 € et 1372€.

Les intervalles [premier quartile – troisième quartile] sont relativement resserrés jusqu'au quatrième degré de souffrances endurées. Ensuite ils deviennent très importants. Cette forte dispersion s'explique par la présence de dossiers de victimes gravement handicapées dont l'appréciation du préjudice ne peut être menée qu'au cas par cas. Le tableau 4.9 de l'annexe recense toutes les victimes avec IP à qui a été attribué un degré de souffrances endurées supérieur ou égal à 6.

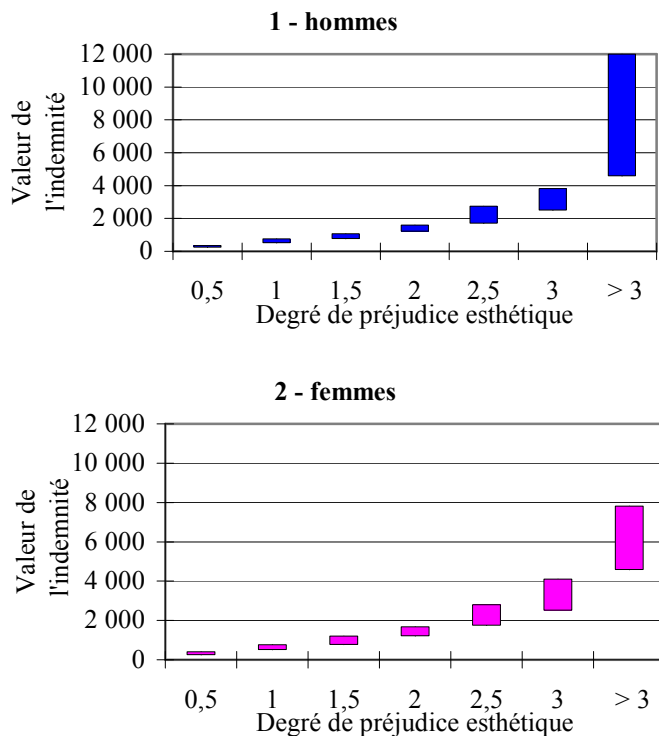
(*) Intervalle dont la borne inférieure est le premier quartile et la borne supérieure le troisième quartile

4.5 Préjudice esthétique

Graphique 4.7 : répartition des victimes avec IP par degré de préjudice esthétique



Graphique 4.8 : dispersion (*) des indemnités des préjudices esthétiques



(*) Intervalle dont la borne inférieure est le premier quartile et la borne supérieure le troisième quartile

Le préjudice esthétique est représenté par l'ensemble des disgrâces statiques et dynamiques imputables à l'accident et persistantes après la consolidation.

Comme les souffrances endurées il est évalué, pour les hommes et pour les femmes, sur une échelle allant de 0 (absence de préjudice esthétique) à 7 (préjudice esthétique très important).

Le tableau et les graphiques présentés dans ce paragraphe sont complétés par un jeu d'annexes qui apportent des éléments sur les préjudices esthétiques par sexe et degré de préjudice esthétique (tableau 4.10) et par sexe, taux d'IP et degré de préjudice esthétique (tableaux 4.11 et 4.12).

Près de 40% des victimes avec IP conserveront un dommage esthétique. Cette proportion est plus élevée pour les hommes (50%) que pour les femmes (30%).

Pour les victimes qui garderont un préjudice esthétique, il existe, à gravité équivalente, peu de différences d'indemnisation entre hommes et femmes. Par exemple la moitié des hommes avec un degré 1 de préjudice esthétique, comme la moitié des femmes dans le même cas, percevront une indemnité comprise entre 500 et 762 euros.

Cette observation se vérifie pour tous les degrés inférieur ou égaux à 3. Au-delà la dispersion des indemnités versées aux hommes est nettement plus marquée que la dispersion des montants attribués aux femmes.

C'est parmi les hommes que la présence d'un préjudice esthétique est la plus élevée et aussi parmi les hommes que les dommages sont les plus graves.

La liste des indemnités versées pour préjudices esthétiques de degré supérieur ou égal à 5 se trouve en annexe (tableau 4.13).

Tableau 4.3 : Dispersion des indemnités de préjudice esthétique

1 - Hommes

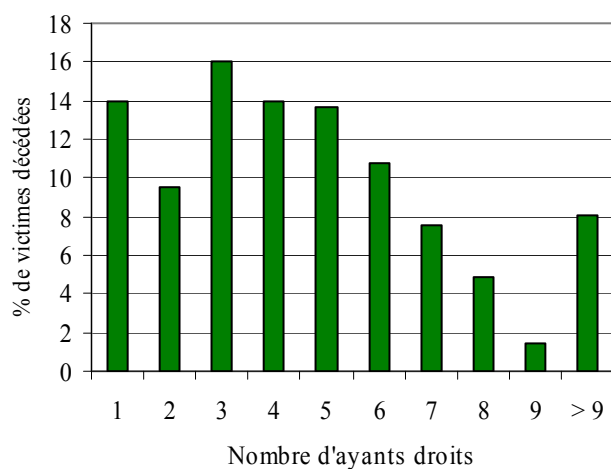
Degré de préjudice esthétique	1er quartile	Médiane	3ème quartile
0,5	240	300	350
1	500	600	762
1,5	760	890	1 067
2	1 200	1 400	1 600
2,5	1 700	2 200	2 750
3	2 500	3 049	3 820
> 3	4 575	7 000	12 000

2 - Femmes

Degré de préjudice esthétique	1er quartile	Médiane	3ème quartile
0,5	240	300	400
1	500	600	762
1,5	762	915	1 200
2	1 200	1 400	1 676
2,5	1 750	2 200	2 800
3	2 500	3 050	4 100
> 3	4 573	5 335	7 811

4.6 Préjudice moral des ayants droit des victimes décédées

Graphique 4.9 : nombre d'ayants droit par victimes décédée



Le préjudice moral se définit comme l'évaluation monétaire de la peine éprouvée lors du décès d'un proche. Il est pratiquement accordé à chaque décès aux ayants droit.

Il y a en moyenne 4,7 ayants droit par victime décédée.

Le nombre d'ayants droit prend en compte les divers liens de parenté et tous les types d'union conjugale (mariage, PACS,...) avec la victime décédée.

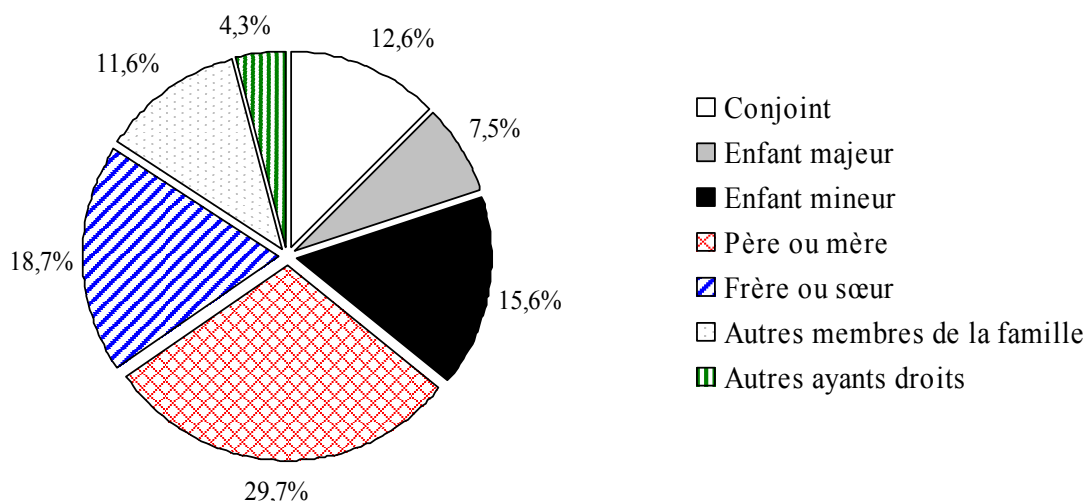
Tableau 4.4 : préjudice moral par qualité d'ayants droit

Qualité des ayants droit	Proportion % d'ayants droit	Eléments de dispersion		
		1er quartile	Médiane	3ème quartile
Conjoint	6,8%	14 000	15 500	18 297
Enfant mineur	4,8%	12 000	14 000	16 769
Enfant majeur	14,8%	7 500	9 000	10 500
Parent	17,7%	12 195	15 000	17 500
Frère ou sœur	26,5%	4 500	6 000	7 700
Autres membres de la famille	24,8%	2 533	3 500	5 000
Tiers	4,6%	3 000	3 811	7 000

Les conjoints, enfants mineurs et parents perçoivent toujours des indemnités supérieures à celles versées aux autres ayants droits.

Par exemple la moitié des enfants mineurs percevront une indemnité comprise entre 12.000€ et 16.769€. Dans le même temps la moitié des frères ou sœurs recevront une somme allant de 4.500€ à 7.700€.

Graphique 4.10 : répartition % de la charge du préjudice moral par qualité des ayants droits



Annexe 1 : cahier statistique

Annexe statistique du premier chapitre

Tableau 1.1 : accidents corporels depuis 1955

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Tourisme
Direction à la Sécurité et la Circulation Routières

Année	Accidents	Victimes	Dont décédés
1955	140 232	184 387	8 058
1956	141 737	188 897	8 283
1957	143 796	192 267	8 517
1958	134 713	184 156	8 126
1959	137 273	187 202	8 409
1960	141 309	193 326	8 295
1961	159 535	222 744	9 140
1962	169 204	239 255	9 928
1963	176 275	250 981	10 027
1964	192 999	275 180	11 105
1965	210 754	302 406	12 150
1966	209 906	302 267	12 158
1967	215 470	314 941	13 585
1968	220 201	326 587	14 274
1969	220 618	325 937	14 664
1970	228 050	336 590	15 034
1971	242 464	361 524	16 061
1972	259 954	388 363	16 545
1973	261 212	381 779	15 469
1974	251 378	357 647	13 327
1975	251 192	358 722	12 996
1976	253 318	361 322	13 577
1977	250 158	359 061	12 961
1978	238 815	339 697	11 957
1979	242 975	348 101	12 197
1980	241 049	345 977	12 384
1981	232 269	338 041	12 190
1982	223 800	325 760	12 160
1983	209 715	306 040	11 677
1984	199 454	294 010	11 525
1985	191 096	281 192	10 447
1986	184 626	269 976	10 961
1987	170 994	247 493	9 855
1988	175 887	254 590	10 548
1989	170 590	246 527	10 528
1990	162 573	236 149	10 289
1991	148 890	215 585	9 617
1992	143 362	207 187	9 083
1993	137 500	198 072	9 052
1994	132 726	189 365	8 533
1995	132 949	189 815	8 412
1996	125 406	178 197	8 080
1997	125 202	177 567	7 989
1998	124 387	176 972	8 437
1999	124 524	175 601	8 029
2000	121 223	169 760	7 643
2001	116 745	161 665	7 720
2002	105 470	145 081	7 242
2003	90 220	121 660	5 731
2004	85 390	113 959	5 232

Tableau 1.2 : nombre victimes par tranche d'âge depuis 1990

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Tourisme
 Direction à la Sécurité et la Circulation Routières

Année	0-14 ans	15-24 ans	25-44ans	45-64 ans	65 et plus	Age non précisé	Ensemble
1990	20 981	79 253	81 525	35 297	17 991	1 102	236 149
1991	18 489	72 507	75 534	31 855	16 147	1 053	215 585
1992	17 710	68 858	72 670	30 987	16 138	824	207 187
1993	17 271	65 996	70 294	30 489	16 001	474	200 525
1994	16 782	58 976	67 026	30 147	15 819	615	189 365
1995	16 518	59 323	66 916	30 395	16 124	539	189 815
1996	16 507	55 203	62 099	28 752	15 137	499	178 197
1997	15 646	54 535	62 959	28 591	15 245	591	177 567
1998	14 925	53 907	63 489	28 537	15 378	736	176 972
1999	14 788	54 052	62 408	28 405	14 650	1 298	175 601
2000	13 855	52 327	59 646	27 273	13 907	2 752	169 760
2001	12 537	49 716	57 184	26 486	13 436	2 306	161 665
2002	11 054	43 829	51 291	24 477	12 533	1 897	145 081
2003	9 342	37 033	42 147	20 934	10 512	1 692	121 660
2004	8 651	35 439	39 468	19 765	9 995	641	113 959

Tableau 1.3 : dont nombre de tués par tranche d'âge depuis 1990

Année	0-14 ans	15-24 ans	25-44ans	45-64 ans	65 et plus	Age non précisé	Ensemble
1990	481	2 953	3 466	1 840	1 503	46	10 289
1991	463	2 726	3 337	1 620	1 427	44	9 617
1992	418	2 615	3 030	1 626	1 374	20	9 083
1993	398	2 453	3 058	1 656	1 477	10	9 052
1994	406	2 202	2 799	1 585	1 530	11	8 533
1995	391	2 137	2 866	1 570	1 440	8	8 412
1996	392	2 026	2 685	1 502	1 466	9	8 080
1997	381	2 061	2 668	1 461	1 407	11	7 989
1998	366	2 149	2 902	1 512	1 500	8	8 437
1999	333	2 123	2 667	1 490	1 364	52	8 029
2000	343	1 964	2 522	1 411	1 270	133	7 643
2001	284	2 077	2 579	1 410	1 288	82	7 720
2002	246	1 855	2 435	1 356	1 265	85	7 242
2003	210	1 476	1 858	1 065	1 040	82	5 731
2004	179	1 443	1 718	981	898	13	5 232

Tableau 1.4 : nombre victimes par nature d'usagers depuis 1990

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Tourisme
 Direction à la Sécurité et la Circulation Routières

Année	Piétons	Cyclistes	Cyclomotoristes	Motocyclistes	Usagers de voitures de tourisme	Autres usagers	Ensemble
1990	28 073	8 658	26 141	22 018	141 468	9 791	236 149
1991	25 373	7 696	22 890	21 395	129 160	9 071	215 585
1992	24 272	7 494	22 081	20 337	124 363	8 640	207 187
1993	23 117	7 435	20 337	18 614	120 079	8 490	198 072
1994	22 936	7 750	20 544	17 860	112 164	8 111	189 365
1995	22 224	8 055	21 958	18 028	111 679	7 871	189 815
1996	20 776	7 071	20 634	17 097	105 521	7 098	178 197
1997	20 081	7 520	20 997	18 897	103 328	6 744	177 567
1998	19 481	6 667	20 524	18 854	104 525	6 921	176 972
1999	19 518	6 567	20 592	20 007	102 114	6 803	175 601
2000	19 191	6 182	20 387	20 197	97 967	5 836	169 760
2001	18 236	5 501	19 292	20 186	93 027	5 423	161 665
2002	16 891	4 782	17 151	18 518	82 760	4 979	145 081
2003	14 797	5 041	16 630	16 629	64 235	4 328	121 660
2004	14 391	4 594	16 097	16 538	58 523	3 816	113 959

Tableau 1.5 : dont nombre de tués par nature d'usagers depuis 1990

Année	Piétons	Cyclistes	Cyclomotoristes	Motocyclistes	Usagers de voitures de tourisme	Autres usagers	Ensemble
1990	1 407	401	657	946	6 295	583	10 289
1991	1 327	364	504	980	5 992	450	9 617
1992	1 165	348	504	945	5 725	396	9 083
1993	1 131	329	490	861	5 835	406	9 052
1994	1 126	321	472	816	5 423	375	8 533
1995	1 027	374	471	780	5 389	371	8 412
1996	987	300	478	741	5 240	334	8 080
1997	929	329	471	831	5 069	360	7 989
1998	988	301	418	901	5 491	338	8 437
1999	882	307	466	901	5 161	312	8 029
2000	793	255	431	886	5 006	272	7 643
2001	778	242	426	1 011	4 998	265	7 720
2002	819	211	366	973	4 602	271	7 242
2003	592	190	372	813	3 509	255	5 731
2004	550	167	321	814	3 186	194	5 232

Annexe statistique du quatrième chapitre

Tableau 4.1 : valeur de l'indemnité IP par taux d'IP

Taux d'IP	Nb de victimes avec IP	% de victimes avec IP	Élément de dispersion		
			1er quartile	Médiane	3ème quartile
1	1 940	9,3	539	600	650
2	6904	33,1	1 160	1 238	1 400
3	3782	18,1	1 803	2 034	2 280
4	1726	8,3	2 556	2 888	3 200
5	1635	7,8	3 400	3 850	4 250
6 à 9	2115	10,2	4 800	5 900	7 314
10 à 14	1309	6,3	8 400	10 670	13 200
15 à 19	633	3,0	13 050	18 294	22 000
20 à 29	422	2,0	20 000	30 000	39 000
30 et plus	400	1,9	51 527	79 636	158 823

Tableau 4.2 : valeur du point d'IP (*) par taux d'IP

Taux d'IP	Nb de victimes avec IP	% de victimes avec IP	Élément de dispersion		
			1er quartile	Médiane	3ème quartile
1	1 940	9,3	539	600	650
2	6904	33,1	580	619	700
3	3782	18,1	601	678	760
4	1726	8,3	639	722	800
5	1635	7,8	680	770	850
6 à 9	2115	10,2	720	850	1 000
10 à 14	1309	6,3	762	1 000	1 180
15 à 19	633	3,0	825	1 185	1 375
20 à 29	422	2,0	914	1 372	1 700
30 et plus	400	1,9	1 400	2 000	2 943

(*) Valeur de l'indemnité divisée par le taux d'IP

Tableau 4.3 - 1 : valeur du point d'IP des affaires transigées par taux d'IP

Taux d'IP	Nombre de victimes avec IP		Élément de dispersion		
	Nb transactions	% transactions	1er quartile	Médiane	3ème quartile
1	1 885	97,2%	539	590	650
2	6 688	96,9%	580	617	700
3	3 567	94,3%	600	666	750
4	1 612	93,4%	633	709	782
5	1 489	91,1%	660	762	838
6 à 9	1 923	90,9%	700	840	975
10 à 14	1 155	88,2%	750	1 000	1141
15 à 19	532	84,0%	767	1 133	1370
20 à 29	353	83,6%	850	1 300	1628
30 et plus	309	77,3%	1350	2 000	2800

Tableau 4.3 - 2 : valeur du point d'IP des affaires jugées par taux d'IP

Taux d'IP	Nombre de victimes avec IP		Élément de dispersion		
	Nb décisions judiciaires	% décisions judiciaires	1er quartile	Médiane	3ème quartile
1	55	2,8%	609	762	930
2	216	3,1%	650	800	1000
3	215	5,7%	700	853	1000
4	114	6,6%	762	870	1000
5	146	8,9%	800	910	1000
6 à 9	192	9,1%	900	1 000	1142
10 à 14	154	11,8%	1000	1 208	1524
15 à 19	101	16,0%	1097	1 300	1500
20 à 29	69	16,4%	1220	1 555	2000
30 et plus	91	22,8%	1428	2 188	3345

**Tableau 4.4 : valeur du point d'IP par taux d'IP et tranche d'âge
ensemble des victimes**

4.4 - 1 : répartition du nombre de victimes

Taux d'IP	Moins de 20 ans	de 20 à 39 ans	de 40 à 49 ans	de 50 à 59 ans	de 60 à 69 ans	70 ans et plus
1	305	841	342	248	119	85
2	714	2 829	1 351	1 050	566	394
3	474	1 355	679	605	355	314
4	234	604	293	240	194	161
5	244	545	267	213	173	193
6 à 9	241	706	308	304	221	335
10 à 14	103	404	203	165	157	277
15 à 19	62	181	73	87	79	151
20 à 29	38	116	61	57	50	100
30 et plus	60	134	64	38	32	72

4.4 - 2 : premier quartile de la valeur du point d'IP

Taux d'IP	Moins de 20 ans	de 20 à 39 ans	de 40 à 49 ans	de 50 à 59 ans	de 60 à 69 ans	70 ans et plus
1	560	556	540	525	500	473
2	625	607	584	550	520	500
3	688	660	625	600	560	500
4	751	700	678	639	590	527
5	800	762	724	676	600	534
6 à 9	900	850	806	760	610	557
10 à 14	1 100	1 067	975	853	700	600
15 à 19	1 300	1 250	1 147	1 000	778	609
20 à 29	1 600	1 500	1 372	1 100	800	686
30 et plus	2 243	2 059	1 524	1 524	915	800

4.4 - 3 : médiane de la valeur du point d'IP

Taux d'IP	Moins de 20 ans	de 20 à 39 ans	de 40 à 49 ans	de 50 à 59 ans	de 60 à 69 ans	70 ans et plus
1	600	600	588	554	511	500
2	656	630	600	600	550	514
3	722	700	654	632	600	533
4	788	750	709	679	608	550
5	847	808	763	725	620	563
6 à 9	990	950	900	800	686	600
10 à 14	1 200	1 150	1 000	980	765	640
15 à 19	1 400	1 375	1 286	1 173	900	700
20 à 29	1 704	1 623	1 524	1 280	925	755
30 et plus	2 470	2 566	1 918	1 914	1 172	914

4.4 - 4 : troisième quartile de la valeur du point d'IP

Taux d'IP	Moins de 20 ans	de 20 à 39 ans	de 40 à 49 ans	de 50 à 59 ans	de 60 à 69 ans	70 ans et plus
1	700	687	650	644	600	585
2	762	750	700	650	609	600
3	800	800	750	700	650	600
4	900	834	762	750	687	600
5	915	900	840	800	700	609
6 à 9	1 067	1 060	960	900	762	655
10 à 14	1 300	1 290	1 143	1 067	900	743
15 à 19	1 525	1 524	1 400	1 235	1 000	765
20 à 29	1 981	1 887	1 928	1 500	1 200	877
30 et plus	3 764	3 688	2 874	2 550	1 411	1 067

**Tableau 4.5 : valeur du point d'IP par taux d'IP et tranche d'âge
victimes sans incidence professionnelle déclarée**

4.5 - 1 : répartition du nombre de victimes

Taux d'IP	Moins de 20 ans	de 20 à 39 ans	de 40 à 49 ans	de 50 à 59 ans	de 60 à 69 ans	70 ans et plus
1	304	840	340	247	119	85
2	711	2 806	1 348	1 045	565	394
3	470	1 340	672	601	354	314
4	234	594	290	239	193	160
5	241	540	265	206	173	193
6 à 9	238	670	294	294	219	335
10 à 14	99	356	181	154	155	277
15 à 19	55	140	62	73	75	151
20 à 29	29	84	42	43	49	100
30 et plus	27	61	37	21	32	72

4.5 - 2 : premier quartile de la valeur du point d'IP

Taux d'IP	Moins de 20 ans	de 20 à 39 ans	de 40 à 49 ans	de 50 à 59 ans	de 60 à 69 ans	70 ans et plus
1	560	556	539	525	500	473
2	625	605	583	550	520	500
3	688	660	620	600	563	500
4	751	700	678	639	590	527
5	800	762	724	676	600	534
6 à 9	900	850	800	760	610	557
10 à 14	1 089	1 045	950	850	700	600
15 à 19	1 300	1 220	1 130	1 000	763	609
20 à 29	1 600	1 400	1 300	1 067	800	686
30 et plus	1 900	1 857	1 516	1 500	915	800

4.5 - 3 : médiane de la valeur du point d'IP

Taux d'IP	Moins de 20 ans	de 20 à 39 ans	de 40 à 49 ans	de 50 à 59 ans	de 60 à 69 ans	70 ans et plus
1	600	600	587	554	511	500
2	656	627	600	600	550	514
3	722	700	654	632	600	533
4	788	750	709	679	607	550
5	840	808	763	725	620	563
6 à 9	985	950	900	800	686	600
10 à 14	1 200	1 143	1 000	960	765	640
15 à 19	1 400	1 358	1 251	1 143	900	700
20 à 29	1 700	1 534	1 500	1 220	920	755
30 et plus	2 287	2 236	1 700	1 618	1 172	914

4.5 - 4 : troisième quartile de la valeur du point d'IP

Taux d'IP	Moins de 20 ans	de 20 à 39 ans	de 40 à 49 ans	de 50 à 59 ans	de 60 à 69 ans	70 ans et plus
1	700	687	650	645	600	585
2	762	740	700	650	600	600
3	800	800	750	700	650	600
4	900	823	762	750	687	600
5	915	900	840	800	700	609
6 à 9	1 067	1 021	950	900	762	655
10 à 14	1 300	1 222	1 100	1 050	900	743
15 à 19	1 524	1 500	1 388	1 219	1 000	765
20 à 29	1 830	1 733	1 525	1 372	1 143	877
30 et plus	2 790	2 738	2 000	1 829	1 411	1 067

Tableau 4.6 : recensement des cas graves : grille de lecture

Colonne	Signification	Valeurs
	Description de la victime	
1	Taux d'incapacité permanente	de 1 à 100%
2	Age de la victime à la consolidation	en années
3	Sexe de la victime	M : masculin - F : féminin
4	Année de survenance de l'accident	
5	Année de consolidation de la victime	
6	Année de règlement du dossier	
7	Cour d'appel	Voir ci-dessous
8	Nature du règlement	Tr : transaction DJ1 : décision judiciaire 1er degré DJ2 : décision judiciaire appel
9	Incidence professionnelle	
	Indemnisation	
10	Nombre de jours d'ITT	en jours
11	Indemnité ITT	en euros
12	Indemnité de l'incapacité permanente	en euros
13	Valeur moyenne du point d'IP	en euros
14	Indemnité tierce personne	en euros
15	Degré de souffrances endurées	de 0 à 7
16	Indemnité de souffrances endurées	en euros
17	Degré de préjudice esthétique	de 0 à 7
18	Indemnité du préjudice esthétique	en euros
19	Indemnité du préjudice d'agrément	en euros
20	Autres indemnités	en euros

Tableau 4.6 : recensement des cas graves : liste des cours d'Appel

Code	Libellés	Départements
01	Agen	32 46 47
02	Aix en Provence	04 06 13 83
03	Amiens	02 60 80
04	Angers	49 53 72
05	Bastia	2A 2B
06	Besançon	25 39 70 90
07	Bordeaux	16 24 33
08	Bourges	18 36 58
09	Caen	14 50 61
10	Chambéry	73 74
11	Colmar	67 68
12	Dijon	21 52 71
13	Douai	59 62
14	Grenoble	05 26 38
15	Limoges	19 23 87
16	Lyon	01 42 69
17	Montpellier	11 12 34 66
18	Nancy	54 55 88
19	Nîmes	07 30 48 84
20	Orléans	37 41 45
21	Paris	91 75 77 93 94 89
22	Pau	40 64 65
23	Poitiers	17 79 85 86
24	Reims	08 10 51
25	Rennes	22 29 35 44 56
26	Riom	03 15 43 63
27	Rouen	27 76
28	Toulouse	09 31 81 82
29	Metz	57
30	Versailles	28 92 95 78
71	Basse Terre	97
72	Fort de France	97
74	Saint Denis	97
75	Saint Pierre et Miquelon	97

**Tableau 4.6 : recensement des cas d'IP de 50% à 100%
dossiers réglés en 2003**

Description de la victime									Indemnisation										
IP	Age	Sexe	Année			Cour appel	Nature du règlement	Inc. prof.	Incapacité temporaire		Incapacité permanente		Tierce personne	Souffrances endurées		Préjudice esthétique		Préjudice d'agrément	Autre préjudice
			surv	cons	regl				Nombre de jours	Montant	Montant	Valeur moyenne du point d'IP		De gré	Montant	De gré	Montant	Montant	Montant
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
50	8	M	1992	2000	2003	14	TR	oui	20	500	170 400	3 408		6	19 000	2	6 000		
50	19	M	1997	2001	2003	21	TR	non	730	7 200	110 000	2 200	89 951	5	20 000	2,5	15 000	15 000	8 300
50	20	M	1998	2002	2003	13	TR	non	990	10 000	150 000	3 000		5	8 000	4	7 500	10 000	
50	22	M	1999	2002	2003	23	TR	non	390	5 200	135 800	2 716		5	1 400	2	2 000	12 200	30 000
50	23	M	2000	2003	2003	21	TR	oui	9 540	26 426	289 560	5 791		4	15 000	2	7 000	27 500	
50	24	M	1997	2002	2003	25	TR	oui	1 470	13 033	175 000	3 500		4,5	9 900	1	1 000	15 245	3 050
50	24	M	2000	2002	2003	23	TR	oui		28 750	298 000	5 960		5,5	20 000	4	13 000	27 000	
50	32	M	2000	2002	2003	07	TR	non	700	17 134	152 500	3 050		6	24 000	3,5	5 000	15 000	6 000
50	33	F	1994	2000	2003	21	TR	non	2 310	94 006	125 000	2 500		7	40 000	5	22 868	25 000	62 620
50	33	M	1997	2002	2003	07	TR	non		2 000	140 000	2 800		5	15 245	1	500	3 049	
50	36	M	2000	2002	2003	10	TR	non		53 677	120 000	2 400		6	20 000	3,5	5 500	10 000	
50	40	M	1999	2002	2003	16	TR	non	870	10 000	100 000	2 000		4,5	6 000	1	600		
50	44	F	2000	2002	2003	16	TR	non	750	11 000	99 000	1 980		5,5	15 000	3,5	4 580		2 000
50	45	F	1998	2001	2003	04	TR	non	730	8 820	152 450	3 049		5	16 769	3	1 524	2 262	4 418
50	52	M	1995	1997	2003	02	TR	oui	464	23 243	76 225	1 525		3	3 000	1	800		
50	54	F	1998	2001	2003	25	TR	non	131	5 000	100 000	2 000		6	16 500	3	6 000	1 500	
50	59	M	1998	2001	2003	16	TR	non	285	4 275	125 000	2 500		5	12 195	2,5	2 300	15 000	
50	63	M	1996	2001	2003	21	TR	oui	1 649	33 369	114 337	2 287		6,5	34 301	4	18 294	15 245	
50	73	F	2000	2002	2003	21	TR	non	186	2 470	50 000	1 000		5,5	16 000	4	12 000	10 000	
50	73	F	2000	2002	2003	21	TR	non	185	20 734	50 000	1 000		5,5	16 000	4	12 000	10 000	
50	79	M	2001	2002	2003	12	TR	non	270	4 140	40 000	800		5	10 000	3	2 500	2 500	27 790
50	89	F	2002	2002	2003	23	TR	non	137	1 370	57 500	1 150		5	10 600	3	2 200		274
50	93	F	2002	2002	2003	02	TR	non	240	3 040	70 000	1 400		4	8 000	4	9 145	7 500	
52	14	F	1989	1999	2003	15	TR	non	362	15 200	114 400	2 200		4,5	10 000	3	5 000	15 246	22 867
52	25	M	1998	2001	2003	07	TR	oui	1 140	33 578	257 451	4 951	1 949	4,5	7 000	1,5	1 000	16 000	
52	36	M	1998	1999	2003	25	TR	oui	555	24 908	114 400	2 200		6	18 300	3,5	6 861	3 812	23 423
53	18	M	1999	2002	2003	18	TR	non	365	12 195	135 150	2 550		5	12 200	4	6 097	7 622	20 624
53	38	M	2000	2003	2003	02	TR	oui		18 675	277 146	5 229	136 230	6	17 000	3	2 800	10 000	18 063
55	20	M	1998	2001	2003	10	TR	oui	863	20 000	204 430	3 717		6	22 867	2	2 287	10 671	
55	21	F	1997	2003	2003	09	TR	non	400	14 230	288 750	5 250	37 338	5	15 000	2,5	4 500		14 482
55	25	M	1993	1996	2003	13	TR	non	1 050	10 179	132 000	2 400		5	15 244	3	9 146	10 911	274
55	41	M	1998	2000	2003	21	TR	non	1 095		104 280	1 896		0		0			15 682
55	50	M	1999	2001	2003	28	TR	non	406	47 409	147 570	2 683		5,5	22 000	3	3 973	45 000	
55	51	F	1973	2001	2003	10	TR	oui	1 095	13 887	169 827	3 088		4,5	4 900	0		8 500	29 333
55	67	F	1999	2002	2003	07	TR	non	55	810	66 000	1 200		4	4 500	3	2 000		
55	69	F	2001	2003	2003	28	TR	non	700	56 372	99 000	1 800		5,5	15 000	3,5	5 000	4 000	300
55	77	M	2001	2001	2003	16	TR	non			50 000	909		5	10 000	4	4 000	3 000	23 007
55	79	F	2002	2003	2003	19	TR	non			55 000	1 000		5	13 000	4	6 000	1 500	46 556
58	26	F	1993	2000	2003	06	TR	oui	999	33 121	407 146	7 020		6	15 245	3	3 050	44 000	22 535
60	18	M	2001	2002	2003	27	TR	oui	508	4 003	146 400	2 440		5	15 000	4	6 000	15 000	2 973
60	18	F	2000	2001	2003	25	TR	non	251	6 251	251 580	4 193		6	26 679	4,5	22 868	22 868	14 030
60	19	F	1987	2003	2003	13	TR	oui	956	10 112	198 000	3 300		5	18 000	3	11 000	30 000	
60	20	F	1998	2001	2003	19	TR	oui	1 368	14 101	146 351	2 439		5	10 671	2,5	2 286	2 286	2 619
60	22	M	2000	2002	2003	08	TR	oui	98	2 907	210 750	3 513		5	15 000	2,5	5 000	23 000	
60	25	M	1993	1995	2003	09	TR	oui		9 909	152 452	2 541		4	6 860	3	1 981	15 244	
60	32	M	1999	2002	2003	17	TR	oui	1 095	48 420	182 988	3 050		6	22 900	3	6 097	4 600	21 737
60	40	M	1996	2001	2003	03	TR	oui	1 212	31 678	152 449	2 541		6	15 245	4	7 622		
60	40	M	2000	2002	2003	22	TR	non			204 000	3 400		6	25 000	5	17 000	5 000	13 497
60	41	M	2002	2003	2003	22	TR	non	91	1 365	120 000	2 000	29 124	5	15 245	4	10 000		
60	45	F	1999	2000	2003	23	TR	non	730	36 000	180 000	3 000		2,5	1 037	0			119
60	46	M	1997	1999	2003	02	TR	oui	730	10 976	360 807	6 013	27 440	4,5	22 867	0		22 867	
60	46	F	2000	2002	2003	21	TR	oui	928	108 696	199 020	3 317		4	14 000	3	6 500	25 000	405 832
60	53	F	1999	2003	2003	25	TR	non	467	14 162	147 720	2 462		0		0			
60	55	M	1998	2001	2003	15	TR	oui	922	36 899	170 701	2 845	1 464	6,5	30 400	4	9 000	18 835	
60	73	F	2001	2003	2003	08	TR	non	40		63 300	1 055		4	6 000	3	3 000	6 500	555
60	75	F	1998	1999	2003	07	TR	non	456	6 750	54 890	915		5	12 000	4	5 000	12 000	95 691
60	78	F	2001	2002	2003	06	TR	non	183	2 400	51 000	850	81 274	3,5	5 000	0			
60	81	F	2000	2002	2003	08	TR	non			60 000	1 000	43 578	6	19 000	3,5	4 000		
62	34	M	1997	2002	2003	24	TR	oui	1 915	76 250	228 670	3 688		5,5	40 000	4	18 000	17 000	5 159
63	23	F	1997	2000	2003	21	TR	oui	765	25 952	185 000	2 937	63 816	5,5	11 000	3,5	4 600	25 000	
65	23	M	1997	2002	2003	09	TR	oui	1 470	22 180	247 729	3 811		6	22 870	3	7 625	30 500	
65	24	F	1999	2001	2003	26	TR	oui	390	16 312	300 000	4 615		5	35 000	3	15 000	35 000	35 000
65	30	M	1998	2001	2003	21	TR	oui	1 095	17 519	241 500	3 715	20 064	5,5	16 000	4	10 000	30 000	21 953
65	33	M	1989	2002	2003	07	TR	non			149 500	2 300		2,5	1 700	0			
65	70	M	2000	2001	2003	30	TR	non	363	5 500	110 000	1 692	15 000	6	18 300	4	6 100	10 600	
66	30	M	1998	2000	2003	02	TR	oui	850	12 195	251 540	3 811	57 558	6	22 867	5	18 293	30 489	
67	33	M	1998	2001	2003	10	TR	oui	1 095	16 500	220 000	3 284	182 767	6	16 800	2	1 300	15 300	
68	42	M	1996	1999	2003	30	TR	oui	730	211 110	938 476	13 801		5,5	19 818	2,5	4 573	22 868	39 850
70	17	M	2000	2002	2003	13	TR	oui	135	1 710	213 428	3 049		4	9 000	0		9 000	6 098
70	18	M	1990	2002	2003	11	TR	oui	180	20 000	164 000	2 343	52 000	6	40 000	4	30 000	40 000	
70	19	M	1997	2001	2003	25	TR	oui	1 610	23 324	274 408	3 920	7 374	6	30 489	6	30 489	30 489	
70	21	M	1998	200															

**Tableau 4.6 : recensement des cas d'IP de 50% à 100% (suite)
dossiers réglés en 2003**

Description de la victime									Indemnisation										
IP	Age	Sexe	Année			Cour appel	Nature du règlement	Inc. prof.	Incapacité temporaire		Incapacité permanente		Tierce personne	Souffrances endurées		Préjudice esthétique		Préjudice d'agrément	Autre préjudice
			surv	cons	regl				Nombre de jours	Montant	Montant	Valeur moyenne du point d'IP		De gré	Montant	De gré	Montant	Montant	Montant
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
70	34	M	2000	2002	2003	04	TR	oui	865	100 418	128 057	1 829		6	22 867	3	3 811	15 245	
70	36	F	1998	2001	2003	08	TR	oui	868	21 200	315 000	4 500	43 905	5	30 500	2,5	7 623	68 592	
70	45	M	2000	2002	2003	21	TR	non	831	8 250	196 000	2 800	63 912	5,5	30 000	5	20 000	30 000	21 385
70	50	M	2000	2002	2003	03	TR	oui	637	31 009	308 910	4 413	78 274	6	15 245	4	9 147	22 867	13 040
70	74	M	2001	2002	2003	14	TR	non	1 381	1 829	64 028	915		3	3 811				8 842
70	76	M	2000	2002	2003	15	TR	non	540	8 232	94 500	1 350	176 002	5	10 000	2	1 000	4 000	400
70	78	F	2001	2002	2003	13	TR	non	351	5 750	53 340	762		5	12 500	3,5	6 000		
72	27	M	1995	2002	2003	09	TR	oui	2 364	110 000	442 000	6 139	536 644	5,5	16 000	3,5	6 000	35 000	14 952
73	31	M	2000	2002	2003	16	TR	oui	730	11 520	378 620	5 187	1 805	5,5	20 000	5	20 000	40 000	
75	15	M	2000	2002	2003	28	TR	non	429	7 200	359 100	4 788		7	24 500	7	6 100	12 000	10 744
75	19	M	1999	2001	2003	21	TR	oui	7 981	15 855	343 011	4 573	121 196	6	30 490	5	22 868	38 112	38 112
75	23	M	1993	2000	2003	15	TR	oui	2 431	45 734	365 877	4 878	30 489	6,5	45 735	5,5	45 735	53 356	16 975
75	27	M	2000	2002	2003	30	TR	oui	855	45 930	609 340	8 125	24 090	4,5	40 000	3	7 700	28 525	
75	33	F	1997	2000	2003	13	TR	oui	985	16 299	425 252	5 670	64 621	6	22 867	4	10 672	38 112	33 728
75	37	M	1999	2001	2003	02	TR	non	930	15 000	180 000	2 400	8 878	5,5	18 293	5	18 293	15 244	
75	41	M	1996	2001	2003	01	TR	oui	67	41 161	284 430	3 792		6	30 490	4	7 622	38 112	
76	21	F	1985	2003	2003	16	TR	oui	1 170	117 000	325 280	4 280	27 440	5	8 000	3	2 000	15 000	
78	37	M	1999	2001	2003	74	TR	oui	841	14 140	620 232	7 952	20 000	6	45 714	4	30 490	61 000	
80	18	M	1996	2002	2003	16	TR	oui			698 371	8 730	71 903	6,5	45 735	5	30 490	45 735	6 794
80	21	M	1999	2002	2003	07	TR	oui	1 260	22 441	440 000	5 500	10 800	6	25 000	4	13 000	30 500	39 150
80	25	M	1998	2000	2003	16	TR	non	730	20 791	243 920	3 049	283 434	6	30 489	5	22 867	33 843	97 149
80	26	M	1998	2001	2003	20	TR	oui	999	33 275	295 800	3 698	77 767	6,5	24 000	5	13 000	32 000	38 000
80	61	M	1998	2000	2003	04	TR	oui	730	18 757	195 134	2 439		5	22 867	2	1 524	30 489	
80	69	M	2000	2003	2003	22	TR	non	600	9 000	130 000	1 625	50 046	5	18 295	3	10 000	25 000	2 427
80	72	M	2000	2001	2003	16	TR	non	450	8 526	120 000	1 500	123 558	5	15 250	2	2 300	30 000	20 748
80	74	F	2000	2002	2003	25	TR	non	730	9 600	104 000	1 300	19 200	5	18 000	4	13 000	15 000	23 616
82	55	F	1999	2002	2003	04	TR	oui	1 125	136 986	225 014	2 744		6	30 000	4,5	18 000	30 000	30 000
82	79	F	1999	2002	2003	28	TR	non	990	14 850	246 000	3 000	387 093	6	26 000	4	6 000	25 000	3 050
85	27	M	1997	2001	2003	21	TR	oui	1 290	116 475	310 996	3 659		6,5	34 000	6	34 000	34 000	
85	36	M	1995	2002	2003	09	TR	oui	999	66 397	436 210	5 132	912 355	7	53 357	5	30 490	30 490	49 733
85	43	F	1999	2002	2003	04	TR	oui	1 097	53 119	480 817	5 657	291 718	5,5	20 000	3	8 000	20 000	14 787
85	53	F	1999	2001	2003	29	TR	oui	670	33 615	322 117	3 790	20 496	3	15 000	2	5 000	40 000	18 000
85	56	M	2001	2002	2003	10	TR	non	365		78 625	925		4	3 000	4	3 000		
85	59	M	1999	2001	2003	16	TR	oui	709	19 986	182 360	2 145		6	18 294	4	7 622	19 818	868
90	19	M	1988	2002	2003	14	TR	oui	1 178	20 275	370 440	4 116	23 172	6,5	38 112	6	38 113	38 112	39 637
90	19	M	1985	1989	2003	27	TR	non	54	22 227	205 806	2 287							
90	26	M	2000	2003	2003	03	TR	oui	1 024	15 000	432 193	4 802	49 624	6	35 000	5	25 000	60 000	
90	61	M	1998	2001	2003	16	TR	non	851	14 940	164 645	1 829	31 800	4,5	22 867	2,5	7 624	22 867	
90	61	M	1997	1998	2003	21	TR	non	730	38 106	238 320	2 648	123 227	6	20 000	3	20 000	40 000	2 800
95	26	M	1999	2001	2003	20	TR	non	820	23 364	289 654	3 049		5	30 490	3	15 244	30 490	
95	70	M	1999	2002	2003	02	TR	non	1 260	19 208	159 309	1 677		6	18 294	6	15 245	22 867	
100	71	M	2001	2003	2003	02	TR	non	58	1 000	75 000	750		5	12 500	5	12 500		
100	84	F	2002	2003	2003	02	TR	non	60	1 000	80 000	800		3,5	4 600	2,5	3 000		
50	32	F	1999	2001	2003	21	DJ1	oui	643	20 469	278 469	5 569	202 134	5	15 244	2	3 811	15 244	28 903
50	60	M	1994	2000	2003	02	DJ1	non	1 510	13 020	83 846	1 677		6	22 867	3	6 097	15 245	6 985
50	76	M	1999	2002	2003	09	DJ1	non	365	3 339	76 250	1 525		6	26 000	4	5 000		21 590
51	26	M	1999	2002	2003	27	DJ1	non	164	4 010	183 319	3 594		4	7 622	2,5	2 286		
53	44	M	1995	2001	2003	18	DJ1	non	945	41 443	148 400	2 800		0,5	19 000	0,4	9 000	6 000	26 745
55	21	M	1995	1998	2003	07	DJ1	non	889	20 631	192 500	3 500	97 804	5	15 245	4	7 000	15 245	56 263
55	37	M	1997	1998	2003	17	DJ1	oui	480	8 000	180 000	3 273		6	30 000	4	12 000	15 000	2 800
55	46	M	1994	1997	2003	02	DJ1	oui	1 430	138 417	187 550	3 410		6	18 293	4	6 097	3 854	2 461
55	57	F	1997	2001	2003	21	DJ1	non	1 095	60 752	82 500	1 500	15 597	3,5	6 200	0,5	2 000	12 547	
58	29	M	1998	2001	2003	74	DJ1	non		5 850	116 000	2 000		5,5	10 000	3,5	2 300	7 000	
60	30	M	1999	2002	2003	16	DJ1	oui	1 110	86 250	688 286	11 471		5	28 000	4,5	16 000	50 000	
60	42	M	1999	2002	2003	06	DJ1	non	873	26 355	210 000	3 500	224 019	6	15 000	6	15 000	8 000	31 568
60	51	F	2000	2002	2003	21	DJ1	oui	730	18 466	250 420	4 174	72 327	6	25 000	4	10 000	10 000	
60	71	F	2000	2002	2003	07	DJ1	non	720	8 500	60 000	1 000	496 555	4	16 000	3	7 000	15 000	22 868
65	52	M	2001	2002	2003	30	DJ1	oui		7 740	224 246	3 450		5	23 000	4	3 800	22 000	1 000
70	20	M	1998	2001	2003	02	DJ1	oui		30 000	810 000	11 571		6	36 000	3	6 000	61 000	
75	27	M	1994	1998	2003	25	DJ1	oui	1 095	73 283	457 347	6 098	102 381	5,5	22 867	4	13 720	15 245	76 164
75	36	M	1986	1989	2003	10	DJ1	non	1 106	25 537	243 975	3 253	11 658	6	12 195	6	15 244	18 293	11 896
78	54	F	1997	2000	2003	21	DJ1	oui	730	19 920	198 900	2 550	310 712	6	35 000	3	5 335	47 262	42 375
80	30	M	1991	2001	2003	10	DJ1	oui	2 207	38 232	374 060	4 676	31 824	6	25 000	4	7 000	30 000	23 000
80	38	M	2001	2003	2003	14	DJ1	non	671	17 600	216 000	2 700	257 602	6	31 000	6	25 000	30 000	30 000
87	41	M	1999	2001	2003	06	DJ1	oui	822	79 359	651 985	7 494	1 467 690	6	26 000	6	16 000	50 000	
100	90	F	1993	2003	2003	21	DJ1	non	305	7 622	76 225	762		5	12 196	0	12 196		3 049
50	22	F	1997	1999	2003	21	DJ2	oui	279	5 488	114 336	2 287		5	18 294	4	9 147	6 098	5 336
60	53	M	1996	1998	2003	22	DJ2	non	591	27 646	109 763	1 829	45 476	4	7 000	3	4 000	10 000	33 000
65	30	M	1996	1998	2003	16	DJ2												

Tableau 4.7 : Souffrances endurées par degré

Degré de souffrances endurées	Nombre de victimes avec IP	% de victimes avec IP	Elément de dispersion		
			1er quartile	Médiane	3ème quartile
0,5	61	0,3	500	1 036	1 400
1	665	3,2	500	600	700
1,5	2059	10,0	670	750	838
2	7058	34,2	1 040	1 150	1 372
2,5	3283	15,9	1 400	1 525	2 000
3	3315	16,0	2 000	2 300	3 000
3,5	1567	7,6	3 000	3 500	4 000
4	1390	6,7	4 200	5 000	6 048
4,5	535	2,6	6 000	7 000	8 000
5	461	2,2	8 000	10 000	12 200
5,5	124	0,6	11 254	13 722	16 500
6 6,5 et 7	141	0,7	16 500	20 000	26 000

Tableau 4.8 : souffrances endurées par taux d'IP et degré de souffrances endurées

4.8 - 1 : nombre de dossiers

Taux d'IP	Degré de souffrances endurées								
	0,5	1	1,5	2	2,5	3	3,5	4	> 4
1	10	198	505	839	245	87	30	4	1
2	25	359	1 203	3 568	950	548	118	49	11
3	9	79	267	1 643	866	598	169	86	22
4	8	14	46	506	465	411	159	76	21
5	4	10	21	291	342	537	227	133	54
6 à 9	4	2	12	141	298	703	451	328	162
10 à 14	1	3	2	47	81	296	278	371	224
15 à 19	0	0	2	12	23	79	92	202	218
20 à 29	0	0	1	10	10	41	35	96	227
30 et plus	0	0	0	1	3	15	8	45	321

4.8 - 2 : premier quartile de l'indemnité des souffrances endurées

Taux d'IP	Degré de souffrances endurées								
	0,5	1	1,5	2	2,5	3	3,5	4	> 4
1		500	655	1 008	1 380	1 982	3 000		
2		500	670	1 040	1 380	2 000	2 900	3 500	
3		500	650	1 040	1 400	2 000	3 000	4 000	
4			700	1 040	1 400	2 000	3 000	4 000	
5				1 040	1 400	2 000	2 930	4 000	6 200
6 à 9				1 068	1 500	2 100	3 000	4 200	6 000
10 à 14				1 200	1 500	2 200	3 050	4 300	6 442
15 à 19						2 200	3 125	4 600	7 000
20 à 29						2 300	3 200	4 587	7 622
30 et plus								5 500	10 671

4.8 - 3 : médiane de l'indemnité des souffrances endurées

Taux d'IP	Degré de souffrances endurées								
	0,5	1	1,5	2	2,5	3	3,5	4	> 4
1		580	750	1 100	1 500	2 100	3 074		
2		590	750	1 143	1 524	2 200	3 049	4 000	
3		600	750	1 200	1 524	2 287	3 300	4 500	
4			760	1 200	1 525	2 300	3 350	4 500	
5				1 200	1 525	2 300	3 200	4 575	7 250
6 à 9				1 220	1 800	2 500	3 500	5 000	7 000
10 à 14				1 300	1 800	2 500	3 600	5 000	7 637
15 à 19						2 745	3 800	5 500	8 500
20 à 29						3 000	4 000	5 600	9 147
30 et plus								6 100	15 000

4.8 - 4 : troisième quartile de l'indemnité des souffrances endurées

Taux d'IP	Degré de souffrances endurées								
	0,5	1	1,5	2	2,5	3	3,5	4	> 4
1		680	850	1 300	1 830	2 500	3 800		
2		690	800	1 350	1 970	2 775	3 811	5 490	
3		763	840	1 373	2 000	2 744	4 000	5 400	
4			850	1 372	2 000	2 930	4 000	5 412	
5				1 440	1 982	3 000	4 000	5 500	8 000
6 à 9				1 500	2 000	3 000	4 200	6 000	8 500
10 à 14				1 500	2 286	3 048	4 200	6 000	9 905
15 à 19						3 050	4 535	6 100	11 500
20 à 29						3 050	4 573	6 450	12 195
30 et plus								7 622	20 000

Note : les quartiles et médianes sont calculés uniquement sur des populations d'au moins 30 victimes

**Tableau 4.9 : recensement des cas de souffrances endurées de 6, 6,5 et 7 degrés
dossiers réglés en 2003**

Description de la victime									Indemnisation											
Degré	Age	Sexe	Année			Cour appel	Nature du règlement	Inc. prof.	Incapacité temporaire		Incapacité permanente			Tierce personne	Souffr. endurées		Préjudice esthétique		Préjudice d'agrément	Autre préjudice
			surv	cons	regl				Nombre de jours	Montant	Taux	Montant	Valeur moyenne du point d'IP		Montant	Degré	Montant	Montant	Montant	
			4	5	6				10	11	1	12	13		14	16	17	18	19	20
6	8	M	1992	2000	2003	14	TR	oui	20	500	50	170 400	3 408		19 000	2	6 000			
6	14	M	1993	1995	2003	17	TR	non		3 048	15	13 720	915		12 195	5	6 861		2 838	
6	18	M	1990	2002	2003	11	TR	oui	180	20 000	70	164 000	2 343	52000	40 000	4	30 000	40 000		
6	18	F	2000	2001	2003	25	TR	non	251	6 251	60	251 580	4 193		26 679	4,5	22 868	22 868	14 030	
6	19	F	1986	2002	2003	22	TR	oui	198	2 925	25	50 000	2 000		15 000	1	800			
6	19	M	1999	2001	2003	21	TR	oui	7981	15 855	75	343 011	4 573	121196	30 490	5	22 868	38 112	38 112	
6	19	M	1997	2001	2003	25	TR	oui	1610	23 324	70	274 408	3 920	7374	30 489	6	30 489	30 489		
6	20	M	1998	2001	2003	10	TR	oui	863	20 000	55	204 430	3 717		22 867	2	2 287	10 671		
6	20	M	2000	2002	2003	07	TR	oui	565	15 381	20	40 000	2 000		20 000	3	3 000	6 000		
6	20	M	1997	2001	2003	21	TR	oui	1350	13 959	20	45 740	2 287		15 000	3	3 800	7 600	3 206	
6	21	M	2000	2003	2003	02	TR	oui	255	5 500	30	64 500	2 150		27 000	4	9 000	2 000	4 796	
6	21	M	1999	2002	2003	07	TR	oui	1260	22 441	80	440 000	5 500	10800	25 000	4	13 000	30 500	39 150	
6	21	M	1998	2002	2003	75	TR	oui	730	35 300	70	312 000	4 457	455822	31 000	4	20 000	35 000	108 436	
6	21	M	1995	1998	2003	02	TR	non	455	4 422	33	60 978	1 848		20 580	4	6 402	7 622	13 660	
6	21	F	2000	2000	2003	28	TR	non	349	3 400	30	54 450	1 815		24 500	5	13 000	12 000	9 000	
6	22	M	1997	2003	2003	28	TR	non	554	8 541	28	47 600	1 700		18 700	3	2 700	4 570		
6	22	F	1999	2001	2003	07	TR	oui			47	123 240	2 622		20 000	3,5	5 000	6 100		
6	22	F	1995	2002	2003	06	TR	oui	83	1 150	35	69 370	1 982		12 195	4	5 335	2 000	4 503	
6	22	M	1998	2002	2003	01	TR	non	230	2 114	20	33 695	1 685		22 000	5	12 000	10 000		
6	23	M	1997	2002	2003	06	TR	oui	259	21 920	15	30 122	2 008		17 531	2	1 300	4 573		
6	23	M	1997	2002	2003	09	TR	oui	1470	22 180	65	247 729	3 811		22 870	3	7 625	30 500		
6	23	M	1993	1996	2003	12	TR	oui	495	25 200	25	48 100	1 924		20 000	3	3 000	8 000		
6	24	F	1994	2002	2003	26	TR	oui	289	10 299	22	39 637	1 802		22 867	4,5	12 501	10 671		
6	25	F	2000	2002	2003	21	TR	non	739	25 048	70	210 000	3 000	74318	15 245	5	15 245	15 245	51 845	
6	25	M	1998	2000	2003	16	TR	non	730	20 791	80	243 920	3 049	283434	30 489	5	22 867	33 843	97 149	
6	25	F	2002	2003	2003	05	TR	non	455	9 000	40	95 000	2 375		18 500	5	11 000	2 000	5 000	
6	26	F	1998	2001	2003	03	TR	oui	1107	16 464	25	64 923	2 597		17 000	3	3 000	9 500	4 420	
6	26	F	1993	2000	2003	06	TR	oui	999	33 121	58	407 146	7 020		15 245	3	3 050	44 000	22 535	
6	26	M	2000	2003	2003	03	TR	oui	1024	15 000	90	432 193	4 802	49624	35 000	5	25 000	60 000		
6	27	M	1997	2001	2003	10	TR	oui	1112	15 228	45	135 000	3 000		20 000	3,5	6 000	6 000		
6	27	M	1999	2003	2003	17	TR	non	411	6 212	2	1 250	625		18 300	4	6 500			
6	28	F	1997	1999	2003	06	TR	oui	730	18 360	45	256 230	5 694		20 000	3	3 000	25 000		
6	30	M	2000	2001	2003	27	TR	non	405	17 456	30	57 750	1 925		16 500	3	3 150	4 200		
6	30	M	1999	2002	2003	21	TR	oui	1065	53 534	30	81 833	2 728		23 000	4	8 000	9 000	2 800	
6	30	M	1998	2000	2003	02	TR	oui	850	12 195	66	251 540	3 811	57558	22 867	5	18 293	30 489		
6	31	M	1994	1996	2003	21	TR	non	840	21 095	20	28 965	1 448		16 769	3	3 811	3 049		
6	32	M	1999	2002	2003	17	TR	oui	1095	48 420	60	182 988	3 050		22 900	3	6 097	4 600	21 737	
6	32	M	2000	2002	2003	07	TR	non	700	17 134	50	152 500	3 050		24 000	3,5	5 000	15 000	6 000	
6	32	F	1994	2001	2003	24	TR	oui	470	22 812	10	12 195	1 220		13 720	5	12 000	4 573	17 899	
6	32	M	1999	2000	2003	06	TR	non			5	3 811	762		15 244					
6	33	M	1998	2001	2003	10	TR	oui	1095	16 500	67	220 000	3 284	182767	16 800	2	1 300	15 300		
6	33	F	1997	2000	2003	13	TR	oui	985	16 299	75	425 252	5 670	64621	22 867	4	10 672	38 112	33 728	
6	34	M	1999	2001	2003	11	TR	non	322	27 137	8	7 200	900		12 000	2,5	1 525	1 200		
6	34	M	2000	2002	2003	04	TR	oui	865	100 418	70	128 057	1 829		22 867	3	3 811	15 245		
6	36	M	1998	1999	2003	25	TR	oui	555	24 908	52	114 400	2 200		18 300	3,5	6 861	3 812	23 423	
6	36	M	2000	2002	2003	10	TR	non		53 677	50	120 000	2 400		20 000	3,5	5 500	10 000		
6	37	M	1999	2001	2003	74	TR	oui	841	14 140	78	620 232	7 952	20000	45 714	4	30 490	61 000		
6	38	F	1999	2001	2003	17	TR	non	150	3 390	14	17 080	1 220		16 769	1	762		1 674	
6	38	M	2000	2003	2003	02	TR	oui		18 675	53	277 146	5 229	136230	17 000	3	2 800	10 000	18 063	
6	40	M	1997	2000	2003	28	TR	oui	828	22 935	40	150 600	3 765	36242	24 500	2	1 400	2 000	89 629	
6	40	M	1996	2001	2003	03	TR	oui	1212	31 678	60	152 449	2 541		15 245	4	7 622			
6	40	F	2001	2003	2003	02	TR	non	353	8 500	12	12 000	1 000		18 000	5	12 000	10 000		
6	40	M	2000	2002	2003	22	TR	non			60	204 000	3 400		25 000	5	17 000	5 000	13 497	
6	41	M	1996	2001	2003	01	TR	oui	67	41 161	75	284 430	3 792		30 490	4	7 622	38 112		
6	43	M	2000	2001	2003	22	TR	oui	510	7 200	45	189 036	4 201		20 000	3,5	4 000	9 000		
6	46	F	1999	2000	2003	02	TR	non	200	4 200	10	10 300	1 030		20 000	0		1 000	839	
6	46	F	1998	2000	2003	04	TR	oui	570	23 630	45	96 210	2 138		13 721	2,5	3 048	6 097	15 244	
6	47	M	1999	2002	2003	02	TR	oui	419	12 282	15	18 000	1 200		13 000	2	1 200	1 200	3 500	
6	49	F	2000	2001	2003	14	TR	non	525	39 619	30	42 000	1 400		12 500	2,5	2 000	4 000		
6	49	M	1997	2001	2003	12	TR	oui	289	70 942	35	53 357	1 524		12 196	4	6 098	7 622		
6	50	M	2001	2003	2003	17	TR	oui	597	16 890	28	55 440	1 980		18 300	1	610	3 500	3 800	
6	50	F	1999	2001	2003	14	TR	non	610	32 085	18	19 800	1 100		20 000	3	3 500	800		
6	50	M	2000	2002	2003	19	TR	oui			38	69 500	1 829		16 770	4	6 000	7 700		
6	50	M	2000	2002	2003	03	TR	oui	637	31 009	70	308 910	4 413	78274	15 245	4	9 147	22 867	13 040	
6	52	M	2000	2003	2003	10	TR	oui	810	71 334	40	122 000	3 050		22 867	3,5	4 574	7 622		
6	52	F	1998	2002	2003	05	TR	oui	1305	42 589	47	138 629	2 950		24 392	4	9 147	15 245	23 942	
6	53	F	1989	1993	2003	14	TR	non	1194	11 876	40	54 881	1 372		15 244	3	3 811	7 622		
6	54	F	1998	2001	2003	25	TR	non	131	5 000	50	100 000	2 000		16 500	3	6 000	1 500		
6	55	F	1999	2002	2003	04	TR	oui	1125	136 986	82	225 014	2 744		30 000	4,5	18 000	30 000	30 000	
6	57	F	1998	2002	2003	30	TR	oui	1207	24 776	40	105 631	2 641	3339	25 000	3,5	5 000	2 060		
6	58	M	1999	2001	2003	20	TR	oui	540		30	125 770	4 192		15 244	4	2 286	7 622	143 608	

**Tableau 4.9 : recensement des cas de souffrances endurées de 6, 6,5 et 7 degrés (suite)
dossiers réglés en 2003**

Description de la victime									Indemnisation											
Degré	Age	Sexe	Année			Cour appel	Nature du règlement	Inc. prof.	Incapacité temporaire		Incapacité permanente			Tierce personne	Souffr. endurées		Préjudice esthétique		Préjudice d'agrément	Autre préjudice
			surv	cons	regl				Nombre de jours	Montant	Taux	Montant	Valeur moyenne du point d'IP		Montant	Degré	Montant	Montant	Montant	
			4	5	6				10	11	1	12	13		14	16	17	18	19	20
6	59	M	1999	2001	2003	24	TR	non	761	42 975	30	48 000	1 600		22 870	3	2 290	3 000	3 750	
6	59	M	1999	2001	2003	16	TR	oui	709	19 986	85	182 360	2 145		18 294	4	7 622	19 818	868	
6	61	M	1997	1998	2003	21	TR	non	730	38 106	90	238 320	2 648	123227	20 000	3	20 000	40 000	2 800	
6	65	F	2000	2002	2003	10	TR	non	730		45	45 720	1 016		15 245	3	3 000	1 500	8 705	
6	69	F	2000	2002	2003	04	TR	non			15	13 500	900		25 000	3	3 500			
6	70	M	2000	2001	2003	30	TR	non	363	5 500	65	110 000	1 692	15000	18 300	4	6 100	10 600		
6	70	M	1999	2002	2003	02	TR	non	1260	19 208	95	159 309	1 677		18 294	6	15 245	22 867		
6	71	M	2000	2002	2003	13	TR	non			35	32 015	915		10 672	2,5	2 287			
6	72	M	2000	2002	2003	14	TR	non	600	13 708	25	25 000	1 000		2 393	2	1 341		95	
6	73	F	1999	2002	2003	21	TR	non	333	5 076	20	15 000	750		17 000	3	3 000	600		
6	77	M	2001	2003	2003	21	TR	non	226	3 443	8	5 200	650		12 500	2	1 200			
6	79	F	2000	2002	2003	16	TR	non	450	5 700	45	31 500	700		13 000	4	4 000	2 300		
6	79	F	1999	2002	2003	28	TR	non	990	14 850	82	246 000	3 000	387093	26 000	4	6 000	25 000	3 050	
6	81	F	2000	2002	2003	08	TR	non			60	60 000	1 000	43578	19 000	3,5	4 000			
6	84	M	1999	2003	2003	22	TR	non	455	6 800	25	18 000	720		15 000	3	3 000	2 000		
6	89	F	2001	2002	2003	06	TR	non	400	4 550	40	16 520	413	18920	15 250	4,5	6 000	1 530		
6,5	16	M	1995	2003	2003	19	TR	non	225	30 489	35	80 045	2 287		22 867	4	7 625	11 433		
6,5	18	M	1996	2002	2003	16	TR	oui			80	698 371	8 730	71903	45 735	5	30 490	45 735	6 794	
6,5	19	M	1988	2002	2003	14	TR	oui	1178	20 275	90	370 440	4 116	23172	38 112	6	38 113	38 112	39 637	
6,5	23	M	1993	2000	2003	15	TR	oui	2431	45 734	75	365 877	4 878	30489	45 735	5,5	45 735	53 356	16 975	
6,5	26	M	1998	2001	2003	20	TR	oui	999	33 275	80	295 800	3 698	77767	24 000	5	13 000	32 000	38 000	
6,5	27	M	1997	2001	2003	21	TR	oui	1290	116 475	85	310 996	3 659		34 000	6	34 000	34 000		
6,5	30	M	1995	1999	2003	30	TR	non		38 009	70	213 429	3 049	187339	22 867	5	15 245	15 245	46 239	
6,5	43	M	1992	2000	2003	25	TR	oui	2840	180 949	40	91 469	2 287		30 490	4	9 147	7 622		
6,5	44	F	1993	2002	2003	16	TR	oui	900	13 800	33	55 341	1 677		14 433	2	2 200	7 622		
6,5	55	M	1998	2001	2003	15	TR	oui	922	36 899	60	170 701	2 845	1464	30 400	4	9 000	18 835		
6,5	63	M	1996	2001	2003	21	TR	oui	1649	33 369	50	114 337	2 287		34 301	4	18 294	15 245		
7	15	M	2000	2002	2003	28	TR	non	429	7 200	75	359 100	4 788		24 500	7	6 100	12 000	10 744	
7	30	M	1998	2003	2003	17	TR	non	1504	15 040	70	175 000	2 500	42872	30 000	5	8 000	15 000	7 368	
7	33	F	1994	2000	2003	21	TR	non	2310	94 006	50	125 000	2 500		40 000	5	22 868	25 000	62 620	
7	36	M	1995	2002	2003	09	TR	oui	999	66 397	85	436 210	5 132	912355	53 357	5	30 490	30 490	49 733	
7	83	F	1998	2003	2003	14	TR	non	305	3 908	18	10 976	610		6 049	2,5	2 329	1 524	4 649	
6	18	F	1994	2002	2003	22	DJ1	non	196	6 000	6	7 000	1 167		27 000	3	3 500	4 000		
6	20	M	1998	2001	2003	02	DJ1	oui		30 000	70	810 000	11 571		36 000	3	6 000	61 000		
6	23	M	1995	1997	2003	09	DJ1	non	280	5 000	12	16 800	1 400		10 000	2	1 600		16 899	
6	24	F	1996	2001	2003	16	DJ1	non	630	12 952	23	39 629	1 723		22 200	3	3 000	12 000	12 000	
6	25	M	1997	1999	2003	14	DJ1	oui	645	18 454	35	91 469	2 613		18 294	5	9 147	9 147		
6	28	F	1997	2000	2003	08	DJ1	non	799	25 042	20	30 000	1 500		15 000	3,5	4 573	3 000	10 000	
6	29	F	1995	2000	2003	08	DJ1	oui	999	29 500	30	61 400	2 047		20 000	3	5 000	2 000		
6	30	M	1991	2001	2003	10	DJ1	oui	2207	38 232	80	374 060	4 676	31824	25 000	4	7 000	30 000	23 000	
6	36	M	1986	1989	2003	10	DJ1	non	1106	25 537	75	243 975	3 253	11658	12 195	6	15 244	18 293	11 896	
6	37	M	1997	1998	2003	17	DJ1	oui	480	8 000	55	180 000	3 273		30 000	4	12 000	15 000	2 800	
6	38	M	2001	2003	2003	14	DJ1	oui	671	17 600	80	216 000	2 700	257602	31 000	6	25 000	30 000	30 000	
6	40	M	1997	1999	2003	21	DJ1	oui	730	9 600	35	536 786	15 337		30 000	3	4 000	8 000	4 000	
6	41	M	1999	2001	2003	06	DJ1	oui	822	79 359	87	651 985	7 494	1467690	26 000	6	16 000	50 000		
6	42	M	1999	2002	2003	06	DJ1	non	873	26 355	60	210 000	3 500	224019	15 000	6	15 000	8 000	31 568	
6	43	M	2000	2002	2003	21	DJ1	oui	724	124 538	15	103 000	6 867		18 000	2	1 500	5 000		
6	44	M	1999	2001	2003	19	DJ1	oui	730	72 100	28	70 000	2 500		13 700	3	4 000	13 300	1 200	
6	46	M	1994	1997	2003	02	DJ1	oui	1430	138 417	55	187 550	3 410		18 293	4	6 097	3 854	2 461	
6	51	F	2000	2002	2003	21	DJ1	oui	730	18 466	60	250 420	4 174	72327	25 000	4	10 000	10 000		
6	53	M	1997	2000	2003	21	DJ1	oui	1095	74 438	38	421 236	11 085	74879	25 000	4	7 000	10 000	17 122	
6	54	M	1996	2000	2003	02	DJ1	non	648	85 129	15	16 500	1 100		30 000	2,5	2 900	2 500		
6	54	F	1997	2000	2003	21	DJ1	oui	730	19 920	78	198 900	2 550	310712	35 000	3	5 335	47 262	42 375	
6	60	M	1994	2000	2003	02	DJ1	non	1510	13 020	50	83 846	1 677		22 867	3	6 097	15 245	6 985	
6	76	M	1999	2002	2003	09	DJ1	non	365	3 339	50	76 250	1 525		26 000	4	5 000	21 590		
6	79	F	1999	2002	2003	21	DJ1	non	690	23 336	45	41 175	915		24 000	3	1 524	3 000	1 657	
6,5	29	M	1996	2000	2003	28	DJ1	non	1044	20 761	42	108 849	2 592		33 500	3	3 400	10 000	21 962	
6	18	F	1987	1991	2003	18	DJ2	non	999	29 880	90	246 967	2 744		15 244	5,5	12 958	7 622	1 299 645	
6	23	M	1990	1993	2003	05	DJ2	oui	180	19 797	15	22 867	1 524		15 245	3	3 811	9 146	31 859	
6	24	F	1991	1998	2003	02	DJ2	non	375	5 750	17	27 115	1 595		25 000	4	7 622	6 098	15 729	
6	24	F	1995	1998	2003	06	DJ2	non	1084	25 565	45	98 500	2 189	65015	18 000	5	15 000	10 000	101	
6	27	F	1995	2000	2003	30	DJ2	oui	420	10 671	25	50 000	2 000		16 770	4	7 622	15 245	30 489	
6	30	M	1996	1998	2003	16	DJ2	oui	755	11 434	65	285 080	4 386	90591	22 867	4	7 622	22 867	16 237	
6	38	M	1995	1999	2003	13	DJ2	oui	1050	35 275	38	95 000	2 500		26 000	3	3 800	6 000	19 345	
6	38	M	1997	2000	2003	28	DJ2	oui	1110	19 832	25	61 361	2 454		30 000	4	10 000	10 600	752	
6	41	M	1990	2003	2003	02	DJ2	oui			40	292 141	7 304		30 500	4	9 200	22 850	139 230	
6	42	F	1984	1996	2003	23	DJ2	non	321	10 106	25	27 670	1 107		18 294	3,5	5 336	3 812	5 063	
6	48	M	1999	2001	2003	23	DJ2	oui	396	23 298	85	300 000	3 529	30594	40 000	4,5	12 196	50 000	20 000	
6,5	19	M	1987	2000	2003	24	DJ2	non	730	21 123	85	339 150	3 990	205200	22 867	5	12 195	7 500	6	

Tableau 4.10 : Préjudices esthétiques par degré et sexe de la victime

4.10 - 1 - hommes

Degré de préjudice esthétique	Nombre de victimes avec IP	% de victimes à préjudice esthétique non nul	Elément de dispersion		
			1er quartile	Médiane	3ème quartile
0	5 112				
0,5	1 036	20,8	240	300	350
1	1473	29,5	500	600	762
1,5	751	15,0	760	890	1 067
2	973	19,5	1 200	1 400	1 600
2,5	347	7,0	1 700	2 200	2 750
3	255	5,1	2 500	3 049	3 820
> 3	157	3,1	4 575	7 000	12 000

4.10 - 2 - femmes

Degré de préjudice esthétique	Nombre de victimes avec IP	% de victimes à préjudice esthétique non nul	Elément de dispersion		
			1er quartile	Médiane	3ème quartile
0	7 654				
0,5	721	23,2	240	300	400
1	873	28,1	500	600	762
1,5	411	13,2	762	915	1 200
2	557	17,9	1 200	1 400	1 676
2,5	231	7,5	1 750	2 200	2 800
3	203	6,5	2 500	3 050	4 100
> 3	112	3,6	4 573	5 335	7 811

Tableau 4.11 : préjudices esthétiques des hommes par taux d'IP et degré de préjudice esthétique

4.11 - 1 : hommes - nombre de dossiers

Taux d'IP	Degré de préjudices esthétiques							
	0	0,5	1	1,5	2	2,5	3	> 3
1	606	105	98	40	22	7	.	2
2	2075	287	277	132	85	18	14	4
3	1025	197	241	113	98	28	14	4
4	437	118	164	77	86	10	9	4
5	392	106	180	105	102	34	10	5
6 à 9	342	135	279	138	217	71	27	6
10 à 14	141	56	141	92	173	61	38	8
15 à 19	45	19	54	37	113	46	40	7
20 à 29	28	11	26	12	50	48	40	15
30 et plus	21	2	13	5	27	24	63	102

4.11 - 2 : hommes - premier quartile de l' indemnité des préjudices esthétiques

Taux d'IP	Degré de préjudices esthétiques							
	0	0,5	1	1,5	2	2,5	3	> 3
1		229	457	750				
2		230	460	720	1 100			
3		244	500	730	1 067			
4		240	500	760	1 100			
5		230	500	755	1 200	1 829		
6 à 9		250	500	800	1 200	1 525		
10 à 14		300	534	800	1 219	1 600	2 500	
15 à 19			600	800	1 300	1 800	3 000	
20 à 29					1 220	1 991	3 000	
30 et plus							3 000	6 000

4.11 - 3 : hommes - indemnité médiane de l'indemnité des préjudices esthétiques

Taux d'IP	Degré de préjudices esthétiques							
	0	0,5	1	1,5	2	2,5	3	> 3
1		250	500	885				
2		250	550	800	1 280			
3		300	600	800	1 200			
4		299	600	850	1 220			
5		295	600	800	1 300	2 000		
6 à 9		305	610	915	1 500	2 000		
10 à 14		381	700	1 000	1 500	2 286	3 000	
15 à 19			755	1 000	1 524	2 287	3 300	
20 à 29					1 524	2 287	3 300	
30 et plus							3 811	8000

4.11 - 4 : hommes - troisième quartile de l' indemnité des préjudices esthétiques

Taux d'IP	Degré de préjudices esthétiques							
	0	0,5	1	1,5	2	2,5	3	> 3
1		300	600	1 074				
2		304	690	1 000	1 500			
3		350	700	1 000	1 500			
4		400	762	1 000	1 500			
5		340	762	1 000	1 525	2 744		
6 à 9		500	800	1 200	1 600	2 668		
10 à 14		500	800	1 220	1 829	2 750	3 500	
15 à 19			1 000	1 200	1 830	3 000	3 811	
20 à 29					1 830	2 775	3 814	
30 et plus							4 575	15 245

Note : les quartiles et médianes sont calculés uniquement sur des populations d'au moins 30 victimes

Tableau 4.12 : préjudices esthétiques des femmes par taux d'IP et degré de préjudice esthétique

4.12 - 1 : femmes - nombre de dossiers

Taux d'IP	Degré de préjudices esthétiques							
	0	0,5	1	1,5	2	2,5	3	> 3
1	908	58	54	19	16	2	3	
2	3530	183	160	57	51	17	9	5
3	1669	133	129	50	54	18	8	1
4	549	73	90	39	39	18	6	7
5	400	77	79	45	63	19	15	3
6 à 9	367	102	150	87	108	43	29	14
10 à 14	153	65	119	66	102	51	33	10
15 à 19	44	17	52	32	66	23	30	8
20 à 29	21	10	31	15	38	26	33	18
30 et plus	13	3	9	1	20	14	37	46

4.12 - 2 : femmes - premier quartile de l' indemnité des préjudices esthétiques

Taux d'IP	Degré de préjudices esthétiques							
	0	0,5	1	1,5	2	2,5	3	> 3
1		240	450					
2		230	478	720	1 067			
3		230	500	765	1 100			
4		250	500	800	1 100			
5		240	500	800	1 200			
6 à 9		250	500	750	1 200	1 829		
10 à 14		250	500	800	1 200	1 700	2 286	
15 à 19			555	766	1 220		2 745	
20 à 29			600		1 295		2 800	
30 et plus							3 000	5 000

4.12 - 3 : femmes - indemnité médiane de l'indemnité des préjudices esthétiques

Taux d'IP	Degré de préjudices esthétiques							
	0	0,5	1	1,5	2	2,5	3	> 3
1		250	600					
2		280	550	800	1 220			
3		300	600	915	1 288			
4		300	600	915	1 375			
5		300	600	1 000	1 500			
6 à 9		300	610	915	1 444	2 287		
10 à 14		305	610	1 000	1 500	2 300	3 000	
15 à 19			700	913	1 500		3 275	
20 à 29			770		1 500		3 048	
30 et plus							3 800	6000

4.12 - 4 : femmes - troisième quartile de l' indemnité des préjudices esthétiques

Taux d'IP	Degré de préjudices esthétiques							
	0	0,5	1	1,5	2	2,5	3	> 3
1		300	750					
2		350	650	915	1 524			
3		350	732	1 143	1 524			
4		350	762	1 220	1 600			
5		400	763	1 250	1 829			
6 à 9		457	770	1 200	1 830	3 000		
10 à 14		457	762	1 219	1 600	3 000	4 200	
15 à 19			850	1 125	1 850		4 000	
20 à 29			900		1 600		4 000	
30 et plus							5 000	12 000

Note : les quartiles et médianes sont calculés uniquement sur des populations d'au moins 30 victimes

Tableau 4.13 : recensement cas de préjudices esthétiques de degré supérieur ou égal à 5 dossiers réglés en 2003

Description de la victime									Indemnisation										
Degré PE	Age	Sexe	Année			Cour appel	Nature du règlement	Inc. prof.	Incapacité temporaire			Incapacité permanente		Tierce personne	Souffrances endurées		Préjudice esthétique	Préjudice d'agrément	Autre préjudice
			surv	cons	regl				Nombre de jours	Montant	Taux	Montant	Valeur moyenne du point d'IP		Degré	Montant	Montant	Montant	Montant
			4	5	6														
1 - hommes																			
5	14	M	1993	1995	2003	17	TR	non		3 048	15	13 720	915		6	12 195	6 861		2 838
5	18	M	1996	2002	2003	16	TR	oui			80	698 371	8 730	71 903	6,5	45 735	30 490	45 735	6 794
5	19	M	1999	2001	2003	21	TR	oui	7 981	15 855	75	343 011	4 573	121 196	6	30 490	22 868	38 112	38 112
5	22	M	2001	2002	2003	08	TR	non	60	600	4	2 500	625		4	3 500	10 000		
5	22	M	1998	2002	2003	01	TR	non	230	2 114	20	33 695	1 685		6	22 000	12 000	10 000	
5	25	M	1998	2000	2003	16	TR	non	730	20 791	80	243 920	3 049	283 434	6	30 489	22 867	33 843	97 149
5	26	M	2000	2003	2003	03	TR	oui	1 024	15 000	90	432 193	4 802	49 624	6	35 000	25 000	60 000	
5	26	M	1998	2001	2003	20	TR	oui	999	33 275	80	295 800	3 698	77 767	6,5	24 000	13 000	32 000	38 000
5	29	M	1997	1999	2003	02	TR	non	300	6 097	45	68 602	1 524		5,5	19 818	15 244		127 806
5	30	M	1998	2000	2003	02	TR	oui	850	12 195	66	251 540	3 811	57 558	6	22 867	18 293	30 489	
5	30	M	1995	1999	2003	30	TR	non		38 009	70	213 429	3 049	187 339	6,5	22 867	15 245	15 245	46 239
5	30	M	1998	2003	2003	17	TR	non	1 504	15 040	70	175 000	2 500	42 872	7	30 000	8 000	15 000	7 368
5	31	M	2000	2002	2003	16	TR	oui	730	11 520	73	378 620	5 187	1 805	5,5	20 000	20 000	40 000	
5	36	M	1995	2002	2003	09	TR	oui	999	66 397	85	436 210	5 132	912 355	7	53 357	30 490	30 490	49 733
5	37	M	1999	2001	2003	02	TR	non	930	15 000	75	180 000	2 400	8 878	5,5	18 293	18 293	15 244	
5	40	M	2000	2002	2003	22	TR	non			60	204 000	3 400		6	25 000	17 000	5 000	13 497
5	45	M	2000	2002	2003	21	TR	non	831	8 250	70	196 000	2 800	63 912	5,5	30 000	20 000	30 000	21 385
5	71	M	2001	2003	2003	02	TR	non	58	1 000	100	75 000	750		5	12 500	12 500		
5,5	23	M	1993	2000	2003	15	TR	oui	2 431	45 734	75	365 877	4 878	30 489	6,5	45 735	45 735	53 356	16 975
6	19	M	1997	2001	2003	25	TR	oui	1 610	23 324	70	274 408	3 920	7 374	6	30 489	30 489	30 489	
6	19	M	1988	2002	2003	14	TR	oui	1 178	20 275	90	370 440	4 116	23 172	6,5	38 112	38 113	38 112	39 637
6	27	M	1997	2001	2003	21	TR	oui	1 290	116 475	85	310 996	3 659		6,5	34 000	34 000	34 000	
6	38	M	1983	2002	2003	09	TR	oui	365	15 245	30	45 735	1 525		5	13 720	15 245	22 867	
6	70	M	1999	2002	2003	02	TR	non	1 260	19 208	95	159 309	1 677		6	18 294	15 245	22 867	
7	15	M	2000	2002	2003	28	TR	non	429	7 200	75	359 100	4 788		7	24 500	6 100	12 000	10 744
5	25	M	1997	1999	2003	14	DJ1	oui	645	18 454	35	91 469	2 613		6	18 294	9 147	9 147	
5,5	25	M	1999	2001	2003	13	DJ1	non	776	16 778	5	5 300	1 060		4,5	7 000	12 000		5 300
6	36	M	1986	1989	2003	10	DJ1	non	1 106	25 537	75	243 975	3 253	11 658	6	12 195	15 244	18 293	11 896
6	38	M	2001	2003	2003	14	DJ1	non	671	17 600	80	216 000	2 700	257 602	6	31 000	25 000	30 000	30 000
6	41	M	1999	2001	2003	06	DJ1	oui	822	79 359	87	651 985	7 494	1 467 690	6	26 000	16 000	50 000	
6	42	M	1999	2002	2003	06	DJ1	non	873	26 355	60	210 000	3 500	224 019	6	15 000	15 000	8 000	31 568
5	19	M	1987	2000	2003	24	DJ2	non	730	21 123	85	339 150	3 990	205 200	6,5	22 867	12 195	7 500	65 000
2 - femmes																			
5	16	F	2002	2002	2003	04	TR	non	137	728	4	3 004	751		4	3 049	4 573		
5	21	F	2000	2000	2003	28	TR	non	349	3 400	30	54 450	1 815		6	24 500	13 000	12 000	9 000
5	25	F	2000	2002	2003	21	TR	non	739	25 048	70	210 000	3 000	74 318	6	15 245	15 245	15 245	51 845
5	25	F	2002	2003	2003	05	TR	non	455	9 000	40	95 000	2 375		6	18 500	11 000	2 000	5 000
5	32	F	1994	2001	2003	24	TR	oui	470	22 812	10	12 195	1 220		6	13 720	12 000	4 573	17 899
5	33	F	1994	2000	2003	21	TR	non	2 310	94 006	50	125 000	2 500		7	40 000	22 868	25 000	62 620
5	38	F	1996	1999	2003	19	TR	oui	677	15 000	35	80 000	2 286		5	15 000	17 000	3 000	3 500
5	40	F	2001	2003	2003	02	TR	non	353	8 500	12	12 000	1 000		6	18 000	12 000	10 000	
5,5	17	F	1989	2003	2003	14	TR	non	100	1 000	8	8 800	1 100		4,5	8 500	12 000		96
5	15	F	2001	2002	2003	74	DJ1	non	217	3 049	7	5 320	760		4	6 000	10 671		
5	24	F	1995	1998	2003	06	DJ2	non	1 084	25 565	45	98 500	2 189	65 015	6	18 000	15 000	10 000	101
5,5	18	F	1987	1991	2003	18	DJ2	non	999	29 880	90	246 967	2 744		6	15 244	12 958	7 622	1 299 645

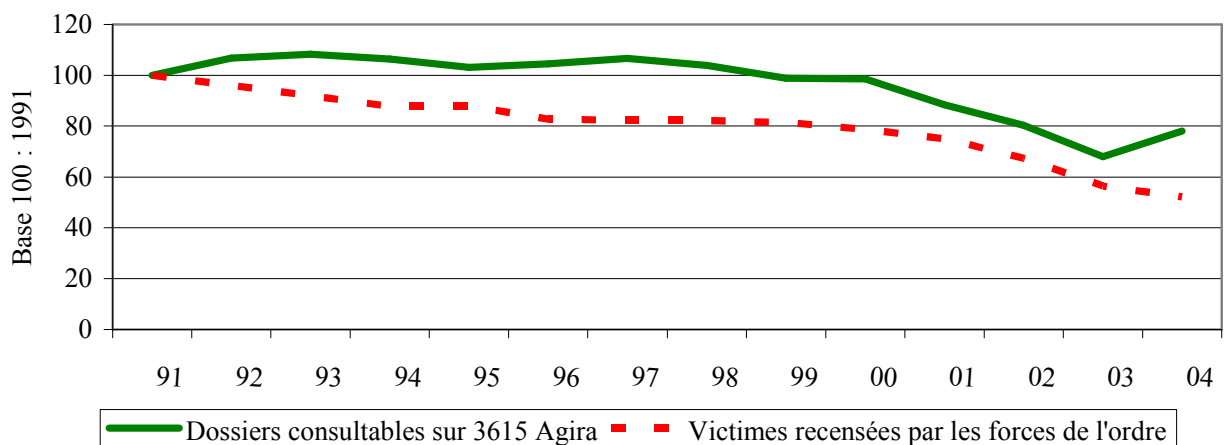
**Annexe 2 : alimentation et consultation
du fichier Agira des victimes indemnisées**

Annexe 2 : alimentation et consultation du fichier des victimes indemnisées

Tableau 1 : effectifs successifs des différentes mises au minitel 3615 Agira

Date de mise au minitel	Fichier Agira		
	IPP	décès	IPP + décès
14/03/1991	45 824	2 777	48 601
11/10/1991	48 062	2 988	51 050
09/04/1992	49 414	3 039	52 453
27/10/1992	50 883	3 082	53 965
01/04/1993	51 169	3 026	54 195
03/11/1993	50 925	2 859	53 784
15/04/1994	50 467	2 586	53 053
05/12/1994	50 479	2 413	52 892
22/05/1995	50 182	2 256	52 438
04/12/1995	48 330	2 004	50 334
06/05/1996	49 867	2 034	51 901
25/11/1996	50 315	1 822	52 137
23/06/1997	51 758	1 790	53 548
28/11/1997	50 929	1 769	52 698
03/06/1998	51 059	1 847	52 906
26/10/1998	48 797	1 716	50 513
30/03/1999	46 267	1 591	47 858
29/09/1999	48 958	1 554	50 512
27/03/2000	48 478	1 417	49 895
15/09/2000	46 736	1 502	48 238
22/05/2001	41 215	1 314	42 529
02/11/2001	43 973	1 618	45 591
15/05/2002	39 988	1 520	41 508
26/11/2002	37 060	1 461	38 521
22/05/2003	32 044	1 280	33 324
08/10/2003	32 887	1 555	34 442
15/02/2004	35 786	1 515	37 301
22/08/2004	38 929	1 452	40 381

Graphique 1 : dossiers consultables sur le minitel 3615 Agira et victimes recensées par les forces de l'ordre

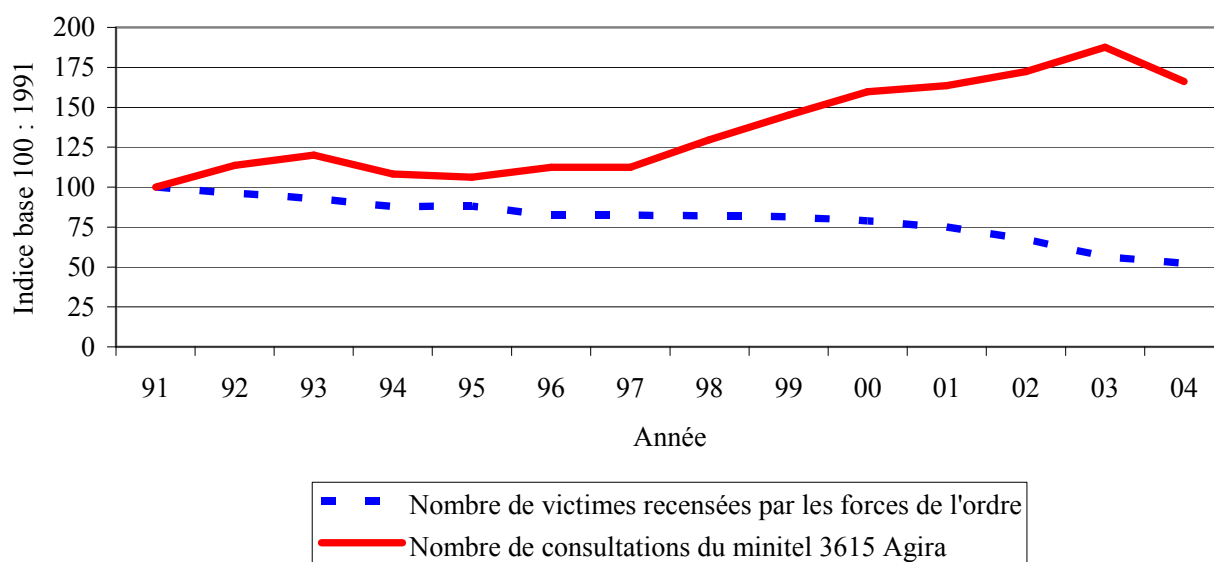


Annexe 2 : alimentation et consultation du fichier des victimes indemnisées

Tableau 2 : consultations du minitel 3615 Agira

Année	Jan	Fev	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Nov	Dec	Moy. mens.
1991	1 272	1 028	1 105	1 086	852	1 182	998	776	931	1 339	1 278	1 000	1 071
1992	1 286	1 254	1 302	1 490	1 210	1 198	974	800	1 134	1 356	1 487	1 111	1 217
1993	1 149	1 249	1 349	1 174	1 060	1 421	1 182	1 138	1 253	1 481	1 598	1 362	1 285
1994	1 540	1 364	1 470	1 168	1 147	1 200	1 050	709	1 086	1 062	1 056	1 043	1 158
1995	2 161	1 256	1 205	988	1 037	1 053	844	789	1 001	1 128	1 241	925	1 136
1996	1 277	1 323	1 270	1 148	1 191	1 248	1 357	906	1 162	1 128	1 215	1 216	1 203
1997	1 353	1 289	1 232	1 234	1 042	1 216	1 118	737	1 284	1 469	1 159	1 300	1 203
1998	1 285	1 237	1 485	1 386	1 169	1 506	1 319	1 021	1 398	1 629	1 608	1 621	1 389
1999	1 565	1 720	1 763	1 500	1 237	1 596	1 353	1 346	1 614	1 692	1 599	1 648	1 553
2000	1 663	1 824	1 848	1 480	1 711	1 586	1 607	1 440	1 796	2 014	1 884	1 663	1 710
2001	1 926	1 742	1 907	1 574	1 535	1 611	1 738	1 700	1 681	2 125	1 843	1 613	1 750
2002	1 985	1 799	1 805	1 805	1 523	1 826	2 041	1 513	1 622	2 312	1 853	2 048	1 844
2003	2 376	2 116	2 322	2 097	1 756	2 038	1 977	1 473	2 080	2 240	1 852	1 760	2 007
2004	1 850	1 947	2 061	1 762	1 601	2 032	1 727	1 411	1 625	1 794	1 797	1 731	1 778

Graphique 2 : victimes recensées par les forces de l'ordre et consultations minitel 3615 Agira



Annexe 2 : alimentation et consultation du fichier des victimes indemnisées

Graphique 3 : répartition % des victimes d'accidents corporels en fonction de leur statut et du nombre de véhicules impliqués

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Tourisme - DSCR

Nombre de véhicules impliqués dans l'accident	% d'accidents corporels	% de victimes		
		conducteurs	non conducteurs	ensemble
Un véhicule	36	15	18	33
Deux véhicules	57	44	14	58
Trois véhicules ou plus	7	6	3	9
Ensemble	100	65	35	100

L'objet de ce tableau est d'estimer, à partir des statistiques officielles, la qualité de l'alimentation du fichier Agira des victimes indemnisées.

Les forces de l'ordre ont recensé en 2001 162.000 victimes d'accidents corporels de la circulation.

En prenant un délai de consolidation et de règlement moyen de 2 ans, nous supposons pour le calcul que les victimes recensées par la police et la gendarmerie en 2001 sont indemnisées par les assureurs en 2003.

Il existe des victimes non prises en charge au titre de la responsabilité civile automobile. Le tableau ci-dessus permet d'évaluer leur nombre à 62.000.

Par différence les assureurs ont indemnisé de l'ordre de 100.000 victimes d'accidents de la route en 2003.

En estimant que près des deux tiers d'entre elles ne conservent pas de séquelle, le nombre total de victimes avec IP ou décédées (qui doivent faire l'objet d'une information à l'Agira) se situe aux alentours de 33.000.

Sachant que 21.625 dossiers réglés de victimes avec IP ou décédées ont été transmis à l'Agira en 2003, les travaux présentés dans ce document portent sur près des deux tiers des victimes indemnisées en 2003.

Minitel 36 15 Agira

Critères de recherche

Victimes avec incapacité permanente	Victimes décédées
<p>Critères de recherche obligatoires</p> <p>Mode de règlement (transaction ou décision judiciaire)</p> <p>Sexe</p> <p>Age</p> <p>Taux d'incapacité permanente</p> <p>Critère de recherche facultatif</p> <p>Cour d'appel (identifiée par le département)</p>	<p>Critères de recherche obligatoires</p> <p>Mode de règlement (transaction ou décision judiciaire)</p> <p>Sexe</p> <p>Age</p> <p>Critère de recherche facultatif</p> <p>Cour d'appel (identifiée par le département)</p>

Données consultables (*)

Victimes avec incapacité permanente

	Présence	Taux	Valeur
Incapacité permanente			
Souffrances endurées			
Préjudice esthétique			
Préjudice d'agrément			
Incidence professionnelle			
Accident du travail			
État antérieur			
Rente			

Victimes décédées

	Par victime	Par ayant droit
Préjudice économique		
Préjudice moral		
Frais d'obsèques		
Situation familiale		
Nombre d'ayants droit		
Accident du travail		
État antérieur		
Gains annuels		
Qualité de l'ayant droit		
Age de l'ayant droit		
Sexe de l'ayant droit		

(*) Sur certaines fiches, toutes les zones ne sont pas renseignées. Il ne s'agit pas d'anomalies. Elles reflètent la réalité de l'indemnisation transmise à l'Agira. Par exemple, l'absence d'indemnisation du préjudice esthétique peut découler d'un dommage corporel qui ne laisse pas de disgrâces.

Annexe 3 : méthode de calcul des intervalles

Annexe 3 : méthode de calcul des intervalles

Premier quartile, médiane et troisième quartile

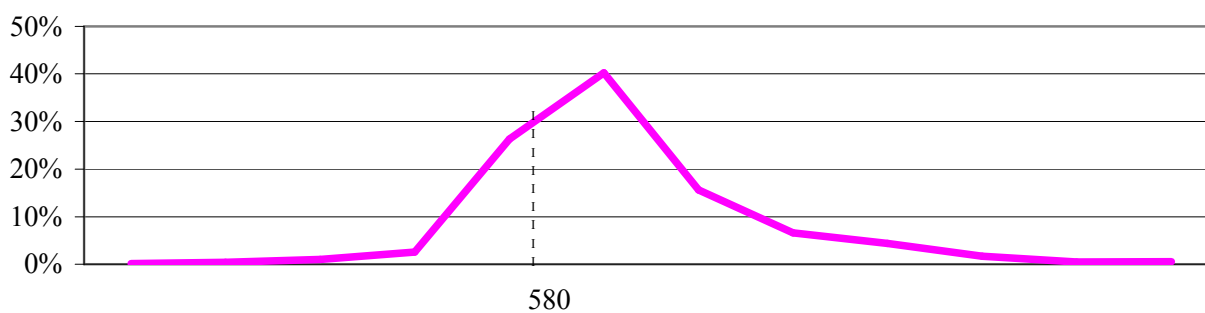
L'ensemble des travaux statistiques de ce document utilise les notions de quartile et de médiane, dont les définitions sont rappelées ci-dessous.

Pour un poste de préjudice donné, l'ensemble des indemnités sont classées par ordre croissant : de la plus petite à la plus grande. Cette opération peut être présentée par le tracé d'une courbe par tranche de coût dont les extrémités rejoignent l'axe horizontal. Ce recouplement a deux explications : il n'y a pas de règlement à montant nul et il n'y a pas de règlement à un montant infiniment élevé.

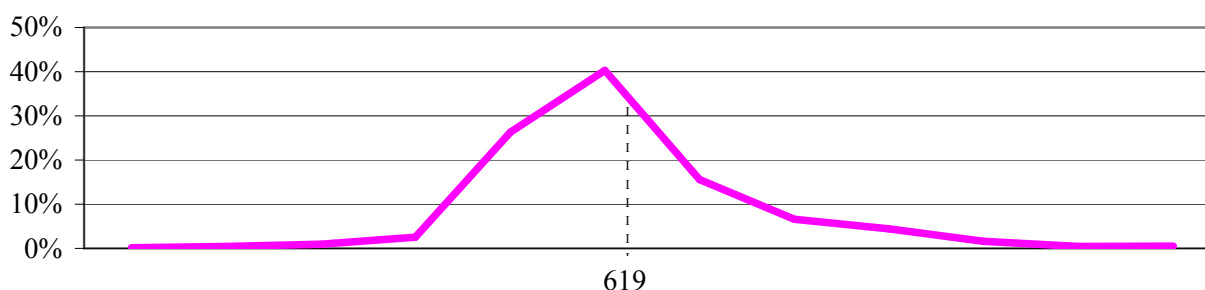
L'exemple présenté ci-dessous est obtenu sur les valeurs de points d'IP des victimes qui conservent une incapacité permanente de deux points d'IP.

Définition des concepts utilisés exemple sur la répartition des valeurs de points des victimes avec deux points d'IP

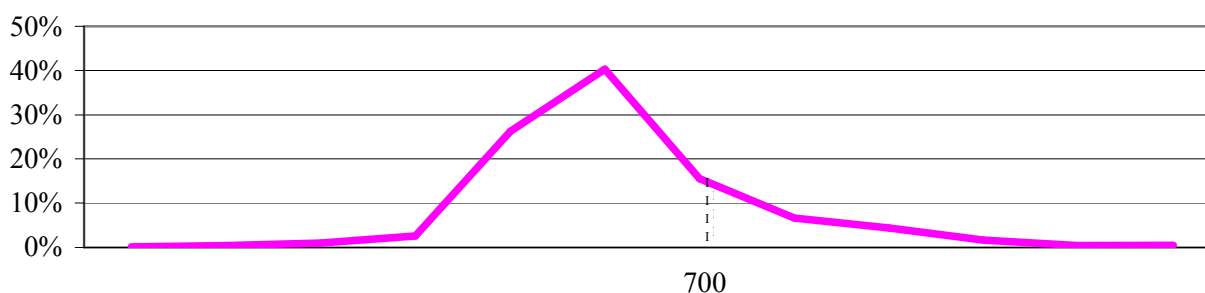
Définition du premier quartile



Définition de la médiane



Définition du troisième quartile



L'axe horizontal et la courbe des règlements permettent de définir une surface dont la forme est proportionnelle au nombre de dossiers réglés. Cette surface peut être découpée suivant un trait vertical perpendiculaire à l'axe horizontal.

Un premier trait vertical sépare la surface en deux parties inégales : à gauche se trouve 25% de l'aire (et donc des dossiers réglés) et 75% à droite. Le point d'intersection entre ce premier trait vertical et l'axe horizontal s'appelle le premier quartile : c'est la valeur pour laquelle 25% des dossiers sont réglés à un montant inférieur.

Un deuxième trait vertical sépare la surface en deux parties égales : à gauche se trouve 50% de l'aire (et donc des dossiers réglés) et 50% à droite. Le point d'intersection entre ce deuxième trait vertical et l'axe horizontal s'appelle la médiane : c'est la valeur pour laquelle 50% des dossiers sont réglés à un montant inférieur.

Un troisième trait vertical sépare la surface en deux parties inégales : à gauche se trouve 75% de l'aire (et donc des dossiers réglés) et 25% à droite. Le point d'intersection entre ce troisième trait vertical et l'axe horizontal s'appelle le troisième quartile : c'est la valeur pour laquelle 75% des dossiers sont réglés à un montant inférieur.

Dans cet exemple (victimes avec 2 points d'IP), le premier quartile vaut 580 €, la médiane 619 € et le troisième quartile 700 €. Aussi, pour la moitié des victimes avec deux points d'IP, la valeur du point d'IP est comprise entre 580 € et 700 €.

Crédibilité des premier quartile, médiane et troisième quartile Une approche empirique

Nombre de victimes par taux d'IP

Taux d'IP	Nombre de victimes avec IP		
	strictement inférieure à la valeur du premier quartile	strictement supérieure à la valeur du premier quartile et strictement inférieure celle du troisième quartile	strictement supérieure à la valeur du troisième quartile
1	484	970	484
2	1 725	3 452	1 725
3	945	1 890	945
4	431	862	431
5	408	817	408
6 à 9	528	1 057	528
10 à 14	327	653	327
15 à 19	158	315	158
20 à 29	105	210	105
30 à 39	41	81	41
40 à 49	21	41	21
50 à 59	12	24	12
60 à 69	9	17	9
70 à 79	7	15	7
80 à 89	5	9	5
90 à 100	2	5	2

Le fichier des victimes avec IP indemnisées se compose d'un très grand nombre de dossiers à faible niveau d'invalidité et quelques cas très graves.

Les calculs des premiers quartiles, médianes et troisièmes quartiles restent crédibles s'ils sont basés d'une part sur un nombre suffisant de dossiers. Il n'y a pas d'ambiguïté soit quand les effectifs sont importants : la médiane et les quartiles sont crédibles. C'est les cas des victimes avec une IP comprise entre 1 et 5 points.

Quand les effectifs sont très réduits, la médiane et les quartiles n'ont pas de sens. Cela se vérifie pour les victimes avec 70 points d'IP ou plus.

Quand le nombre de victimes est de moyenne importance (tranches d'IP de 6 à 69 points dans cet exemple), il faut apprécier la dispersion des valeurs aux abords du quantile. Là deux solutions sont envisageables : soit rechercher une solution théorique complexe, soit utiliser une méthode plus pratique et plus simple (mais aussi plus fragile et plus discutable). C'est cette deuxième solution qui est présentée ci-dessous.

Pour les victimes avec 2 points d'IP, le seul comptage des dossiers permet de penser que la médiane est crédible. La comparaison de la valeur de la médiane (619) et de l'observation située 5 crans au dessus (619) confirme cette déduction.

Pour les victimes avec une IP entre 20 et 29 points d'IP, la taille de l'échantillon (423 victimes) ne permet pas de savoir a priori si la médiane est crédible ou non. Le test de mesure de la dispersion autour de la médiane se révèle plutôt positif.

Pour les victimes avec une IP comprise entre 40 et 49 points la taille de l'échantillon (85 victimes) laisse aussi un doute. Le test de mesure de la dispersion autour de la médiane se révèle plutôt négatif.

Le nombre de victimes avec une IP comprise entre 90 et 100 points est tellement faible que le seul comptage (11 victimes) permet de conclure à une absence de crédibilité de la médiane.

Crédibilité des premier quartile, médiane et troisième quartile

Victimes avec une IP de deux points

Observation n°	3446	3447	3448	3449	3450	3451	3452	3453	3454	3455	3456	3457	3458	3459	3460	3461	3462	3463
Valeur	619	619	619	619	619	619	619	619	619	619	619	619	619	619	619	619	619	619
								Médiane					5 crans au-delà de la médiane					

Victimes avec une IP comprise entre 20 et 29 points

Observation n°	205	206	207	208	209	210	211	212	213	214	215	216	217	218	219	220	221	222
Valeur	1370	1372	1372	1372	1372	1372	1372	1372	1372	1372	1372	1372	1373	1375	1387	1390	1390	1400
								Médiane					5 crans au-delà de la médiane					

Victimes avec une IP comprise entre 40 et 49 points

Observation n°	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53
Valeur	1830	1850	1982	1982	1982	1982	2000	2000	2013	2030	2059	2095	2111	2138	2189	2200	2222	2284
								Médiane					5 crans au-delà de la médiane					

Victimes avec une IP comprise entre 90 et 100 points

Observation n°			1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11					
Valeur			750	762	800	1677	1829	2287	2648	2744	3049	4116	4802					
								Médiane					5 crans au-delà de la médiane					

Les calculs réalisés sur les premiers et troisième quartiles sont identiques à ceux présentés ci-dessus sur la médiane.

En systématisant ces travaux on observe que les intervalles [premier quartile – troisième quartile] semblent relativement stables jusqu'à 29 points d'IP :

Crédibilité des premiers quartiles, médianes et troisièmes quartiles

Taux d'IP	Premier quartile			Médiane			Troisième quartile		
	Valeur du premier quartile	Valeur de l'observation 5 crans au-delà du 1er quartile	Ecart en %	Valeur de la médiane	Valeur de l'observation 5 crans au-delà de la médiane	Ecart en %	Valeur du troisième quartile	Valeur de l'observation 5 crans au-delà du 3ème quartile	Ecart en %
1	539	539	0,0	600	600	0,0	650	650	0,0
2	580	582	0,3	619	619	0,0	700	700	0,0
3	601	602	0,2	678	678	0,0	760	760	0,0
4	639	640	0,2	722	724	0,3	800	800	0,0
5	680	680	0,0	770	770	0,0	850	850	0,0
6 à 9	720	727	1,0	850	850	0,0	1 000	1 000	0,0
10 à 14	762	762	0,0	1 000	1 000	0,0	1 180	1 180	0,0
15 à 19	825	850	3,0	1 185	1 200	1,3	1 375	1 389	1,0
20 à 29	914	930	1,8	1 372	1 373	0,1	1 700	1 700	0,0
30 à 39	1 100	1 234	12,2	1 676	1 750	4,4	2 140	2 237	4,5
40 à 49	1 244	1 512	21,5	2 000	2 111	5,6	2 500	2 791	11,6
50 à 59	1 738	2 000	15,1	2 400	2 716	13,2	3 340	3 655	9,4
60 à 69	2 293	2 541	10,8	3 050	3 425	12,3	3 701	4 289	15,9

En effet entre 0 et 29 points d'IP :

les écarts entre le premier quartile et la valeur située 5 crans au dessus ne dépassent pas 3%,

les écarts entre la médiane et la valeur située 5 crans au dessus sont inférieurs ou égaux à 1,3%,

les écarts entre le troisième quartile et la valeur située 5 crans au dessus sont de moins de 1%.

A partir de 30 point d'IP, ces écarts deviennent de plus en plus importants, qu'ils soient mesurés sur le premier quartile, la médiane ou le troisième quartile. Aussi, dans la suite de ce document, les victimes avec 30 points d'IP ou plus seront regroupées.